

# LE DEVOIR

VOL. CIV N° 82

LE DEVOIR, LE MARDI 16 AVRIL 2013

1,09 \$ + TAXES = 1,25 \$

## La CREPUQ se fissure

L'Université de Montréal pourrait imiter celle de Laval, qui a quitté l'organisation pour mieux se défendre

LISA-MARIE GERVAIS

La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) est dans la tourmente. Après le départ du recteur de l'Université Laval, Denis Brière, celui de l'Université de Montréal, Guy Breton, aurait lui aussi signifié au conseil d'administration qu'il partirait dans les prochains mois, a appris *Le Devoir*. « Il y a une réflexion à ce propos. Oui, il y a des insatisfactions, mais aucune décision n'a encore été prise », a déclaré Mathieu Filion, porte-parole de l'UdeM.

Après en avoir informé les membres lors d'un conseil d'administration jeudi dernier, le recteur Brière a confirmé lundi par voie de communiqué qu'il quittait bel et bien ce regroupement « qui ne répond plus aux besoins de l'Université Laval en matière de défense et de promotion de ses intérêts et de son identité ». Depuis un certain temps, M. Brière faisait cavalier seul sur certains dossiers, notamment celui des compressions imposées par le gouvernement Marois. Il avait refusé de signer une lettre conjointe de tous les recteurs, préférant mener seul la bataille sur le sujet.



Denis Brière

Visant sans le nommer le cas de l'ilot voyageur à l'UQAM, le recteur vit mal avec le fait de devoir faire partie d'un bloc monolithique avec d'autres universités, surtout lorsque certaines d'entre elles connaissent des dérapages. « L'autonomie de nos universités est régulièrement attaquée depuis les dernières années sous le prétexte, entre autres, d'éviter certains déboires financiers isolés vécus par certaines universités », écrit-il dans son communiqué.

Dans ses explications, M. Brière fait également allusion au débat sur le financement des universités privées à chartes et celle du réseau de l'Université du Québec (UQ), qui divise depuis longtemps la CREPUQ et qui a été ravivé lors des rencontres préparatoires du Sommet sur l'enseignement supérieur. Certains recteurs d'universités possédant une faculté de médecine, dont l'Université de Montréal et McGill, avaient plaidé pour des droits de scolarité modulés selon le domaine d'étude. « Nous sommes particulièrement inquiets de voir cette tendance à considérer toutes les universités québécoises comme des institutions publiques et

VOIR PAGE A 8 : CREPUQ



JOHN TLUMACKI ASSOCIATED PRESS/THE BOSTON GLOBE

Un marathonien tombé par terre après l'explosion de la seconde bombe regarde des policiers courir autour de lui.

## Terreur au marathon de Boston

Des explosions à répétition sèment la mort et le chaos

BAHADOR ZABIHIYAN

Deux bombes ont explosé lundi près de la ligne d'arrivée du marathon de Boston, faisant au moins trois morts, dont un enfant de huit ans, et plus de 130 blessés, ont déclaré les autorités américaines. Et le bilan aurait pu être bien pire, puisque deux autres bombes ont été découvertes par la police, avant qu'elles n'exploient.

« Je venais de franchir la ligne d'arrivée quand la première explosion a eu lieu », explique Jean-Claude Drapeau, qui faisait partie d'un contingent de 95 coureurs québécois, qui se sont rendus à Boston.

Les deux bombes ont explosé à moins de 90 mètres de M. Drapeau, mais il s'en est sorti indemne, tout comme les autres membres de son groupe. Mais pour ces coureurs habitués à l'ambiance bon enfant des marathons, c'était l'effroi.

« La personne qui était la plus proche de l'explosion était affectée par ça [...] mais elle n'a rien eu, si ce n'est toute l'émotion que génère un tel événement », a raconté M. Drapeau, en entrevue téléphonique au *Devoir*.

M. Drapeau estime que la première bombe, qui a explosé en face des estrades, aurait pu faire bien plus de victimes si elle avait été placée en dessous de celles-ci, car des dizaines de personnes y avaient pris place.

Quelques minutes seulement après les explosions, les images de scènes de carnage, parfois insoutenables, étaient diffusées sur les chaînes de télévision, mais aussi sur les réseaux sociaux. Si, lundi, les autorités américaines ne connaissent pas les motivations des poseurs de bombes, une chose était certaine : s'il s'agissait d'un attentat, les auteurs voulaient s'assurer le maximum d'exposition médiatique. En effet, la ligne d'arrivée était filmée en perma-

nence par plusieurs caméras et, en plus des 26 000 coureurs, des milliers de spectateurs avaient fait le déplacement pour assister à l'événement annuel, qui a plus d'un siècle. « C'est la journée la plus heureuse à Boston normalement, parce que tout le monde s'encourage, et il y a aussi beaucoup des coureurs qui courent pour des fondations, ça nous affecte beaucoup ici », a expliqué Matthieu Trudeau, un Québécois qui réside à Boston et qui a couru le marathon cette année. Mais cette journée traditionnellement joyeuse s'est transformée en cauchemar.

Alors que, près de 12 ans après les attentats du 11-Septembre, le pays sous le choc se demandait s'il venait d'être victime d'une nouvelle attaque terroriste, le président américain n'a pas utilisé le mot attentat. Mais s'adressant solennellement aux Américains depuis la Maison-Blanche, il a

VOIR PAGE A 8 : TERREUR

### AUJOURD'HUI



**Corruption** › Le collecteur contradictoire. Devant la commission Charbonneau, Bernard Trépanier refuse de porter le chapeau dont, dit-il, on veut le coiffer. *Page A 3*

**Québec** › Le nickel venu du port. La contamination au nickel observée dans le quartier Limoilou tire son origine des activités de transbordement au port. *Page A 4*

**Venezuela** › Élection contestée. Henrique Capriles refuse de concéder la victoire à Nicolas Maduro. *Page B 5*



Avis légaux..... B 4  
Décès..... B 6  
Météo..... B 2  
Mots croisés..... B 3  
Petites annonces..... B 6  
Sudoku..... B 5



DISNEY ENTERPRISES

Le dernier Winnie l'ourson a coûté 30 millions et n'a rapporté que 33 millions.

## Le dernier souffle du dessin animé traditionnel

Walt Disney se sépare de ses animateurs les plus inspirés

FRANÇOIS LÉVESQUE

Vains soupirs de soulagement, la semaine dernière, dans le service d'animation traditionnelle du géant Disney. En effet, des 150 postes abolis au cours de l'étape initiale d'une vaste réorganisation de l'entreprise, peu se trouvaient dans ce secteur emblématique du studio. Depuis, le couperet est tombé là comme ailleurs, et de manière encore plus cinglante, à tel point que les sites spécialisés *Business Insider* et *Cartoon Brew* n'hésitent pas à faire des conjectures sur la mort imminente de l'animation traditionnelle chez Disney.

Ce n'est pas le nombre de licenciements dans ce secteur névralgique qui fait sourciller, mais les

noms: Nik Ranieri, Ruben Aquino, Frans Vischer, Russ Edmonds, Brian Ferguson, Jamie Lopez et Dan Tanaka, tous des animateurs de premier plan et des responsables dans leurs divisions respectives. Au moins deux autres animateurs d'expérience ont en outre été remerciés le 12 avril, mais leur identité n'a pas encore été confirmée. Chez Disney, on poursuit les rencontres avec les employés du service d'animation traditionnelle afin de parler de départs volontaires négociés, de retraites anticipées et de révisions à la baisse des salaires.

« Cette restructuration me paraît être la suite prévisible du développement du cinéma d'animation hollywoodien depuis le début des années 2000.

VOIR PAGE A 8 : DISNEY

## Perversion conservatrice

Trudeau se fait reprocher un « strip-tease », même si c'était pour une bonne cause

HÉLÈNE BUZZETTI

Correspondante parlementaire à Ottawa

Sera-ce un cas d'arroseur arrosé? Le Parti conservateur a lancé lundi, comme promis, les hostilités publicitaires contre le nouveau chef du Parti libéral du Canada. Son utilisation péjorative d'un « strip-tease » effectué par Justin Trudeau pour un événement caritatif lui est toutefois reprochée.

Deux publicités en anglais et une en français ont été lancées dans Internet en matinée. Le thème? « Il n'est pas à la hauteur » (*way over his head* en anglais). Dans la première, on voit M. Trudeau, racleur, portant une moustache de mousquetaire et effectuant un semblant d'effeuillage se terminant sur une camisole de coton blanc d'ouvrier. Le tout sur une musique de fête foraine. La séance « coquine » est entrecoupée d'une citation de M. Trudeau dans laquelle il affirme que « les Québécois sont meilleurs que le reste du Canada ».

La publicité a immédiatement suscité des critiques. D'abord, parce que l'effeuillage en question a été effectué à la blague en novembre 2011

VOIR PAGE A 8 : PERVERSION

**Lire aussi** › Tout est à faire. L'éditorial de Bernard Descôteaux sur les défis du Parti libéral du Canada et de son chef. *Page A 6*



Justin Trudeau

## ACTUALITÉS

## CHEFFERIE DU PLC

## Des appuis québécois pour Martin Cauchon... mais pas canadiens

HÉLÈNE BUZZETTI

Correspondante parlementaire à Ottawa

Fort en Colombie-Britannique, mais pas assez à l'Est. Présent au Québec, mais nulle part ailleurs. Ainsi pourrait-on caractériser les campagnes de Joyce Murray et Martin Cauchon qui ont tenté en vain de ravir la chefferie du Parti libéral du Canada (PLC).

Le *Devoir* a décortiqué les résultats obtenus par les candidats dans les 308 circonscriptions. On constate que l'ex-ministre de la Justice n'avait que très peu d'appuis en dehors de sa province d'origine. Il a récolté au Québec 621 de ses 816 points. En moyenne, il n'a donc reçu que 0,8 % des appuis dans chacune des 233 circonscriptions restantes.

Le vote de la course était pondéré par circonscription, chacune valant 100 points, pour un total possible de 30800 points. M. Cauchon a obtenu un score national de 2,7 %. Justin Trudeau est arrivé premier dans toutes les circonscriptions québécoises, mais M. Cauchon est souvent arrivé second, quoique très loin derrière. Même dans Ou-

tremont, son ancien fief électoral, il est arrivé deuxième avec 14,6 %.

On constate par ailleurs que c'est en Colombie-Britannique, la province qu'elle représente à la Chambre des communes, que Joyce Murray a obtenu ses meilleurs résultats. Elle y a obtenu 1003 points (28 %), soit le tiers de tous ses appuis canadiens. Dans Vancouver, elle est même arrivée presque à égalité avec Justin Trudeau. Dans les cinq circonscriptions de la ville, elle a obtenu 222 points (44 %) contre 238 (48 %) pour Justin Trudeau. M<sup>me</sup> Murray était la seule à proposer une forme d'alliance avec les autres partis progressistes pour battre le Parti conservateur en 2015.

La pondération du vote a obligé les candidats à être stratégiques pour maximiser la valeur de leurs appuis. Par exemple, au Nunavut, où seulement 41 personnes ont voté, les 37 votes obtenus par Justin Trudeau lui ont valu 90 points alors que ses 1033 votes dans Ottawa Centre, où 1599 personnes ont voté, ne lui ont rapporté que 65 points...



Martin Cauchon

Le Devoir

## Santé: 146 lits de plus à l'hôpital Pierre-Le Gardeur

Québec annonce un investissement de 150 millions afin d'ajouter 146 lits de courte durée à l'hôpital Pierre-Le Gardeur, à Terrebonne dans Lanaudière. L'annonce en a été faite lundi par la première ministre, Pauline Marois, en compagnie du ministre de la Santé, Réjean Hébert, et de la ministre responsable de la région, Véronique Hivon. Un premier investissement de 1,2 million sera mis en œuvre dès maintenant afin de réaliser les travaux préliminaires à l'élaboration du plan d'affaires du projet, plan qui doit être livré au printemps 2014. La somme de 150 millions, qui n'est qu'une estimation pour l'instant, proviendra du prochain Plan québécois d'infrastructures.

La Presse canadienne

## Des conservateurs se disent muselés

Une pause de deux semaines dans la session parlementaire n'a rien fait pour arrêter la mini-rébellion de députés conservateurs contre ce qu'ils décrivent comme étant une discipline de parti étouffante imposée par Stephen Harper. Les députés ontariens Michael Chong et Pierre Lemieux ont annoncé lundi qu'ils appuyaient leur collègue Mark Warawa, dont les tentatives de faire débattre aux Communes une motion sur l'avortement sexo-sélectif ont été bloquées par M. Harper, qui semble déterminé à respecter sa promesse de ne pas rouvrir le débat sur l'avortement. M. Warawa a demandé le mois dernier au président de la Chambre, Andrew Scheer, d'intervenir, soutenant que ses privilèges de parlementaire n'étaient pas respectés.

La Presse canadienne



SEAN KILPATRICK LA PRESSE CANADIENNE

Stéphane Dion se dit certain que la Cour suprême fera la lumière sur les dessous du rapatriement de la Constitution.

## RAPATRIEMENT ET COUR SUPRÊME

## Des allégations inquiétantes, selon Dion

Pour Justin Trudeau, il s'agit d'un débat d'«historiens»

MARIE VASTEL

Correspondante parlementaire à Ottawa

GUILLAUME BOURGULT-CÔTÉ

Il a longtemps été la voix du fédéralisme au Québec, mais cela n'empêche pas Stéphane Dion de croire aujourd'hui que c'était une erreur pour le juge en chef de divulguer, comme cela a été allégué, certains délibérés entourant le rapatriement de la Constitution. Il n'en déplorait pas moins l'utilisation «politique» que fait le gouvernement péquiste de cette histoire.

Interrogé à sa sortie des Communes, M. Dion a reconnu que les faits rapportés dans le livre *La bataille de Londres*, de Frédéric Bastien, «montrent une certaine imprudence, si c'est vrai, de la part de l'ancien juge en chef».

«C'est inquiétant parce qu'un juge ne doit émettre aucune information. Mais selon ces allégations, le juge n'a pas transmis des informations sur le contenu des délibérations, plutôt sur le rythme. Et c'est une faute, bien sûr, mais ça n'autorise pas l'auteur et ceux qui le relaient à prétendre qu'il y a eu complot. Entre une faute — qui relève d'une imprudence — et la preuve d'un complot, il y a une immense marge», a soutenu le libéral, qui

## Trop tôt pour une enquête indépendante ?

Le Barreau du Québec croit qu'il faut laisser la Cour suprême faire elle-même la lumière à propos d'allégations sur son rôle lors du rapatriement de la Constitution canadienne, il y a plus de 30 ans. Le bâtonnier Nicolas Plourde a déclaré en entrevue lundi qu'il serait prématuré de confier à une autorité indépendante le mandat d'examiner l'implication d'un ancien juge en chef, Bora Laskin, dans le processus. M. Plourde a invité Ottawa à rendre public tout document qui permettrait de déter-

miner si la règle de la séparation des pouvoirs judiciaire et exécutif a été enfreinte. Par la suite, il sera possible de déterminer s'il faut mandater une enquête indépendante, comme le réclame le gouvernement québécois depuis la parution du livre *La bataille de Londres*, croit M. Plourde. Il a affirmé qu'il avait été étonné par les allégations, qu'il estime «sérieuses». Il a prévenu qu'il ne faut pas tirer des conclusions hâtives à propos du rôle de M. Laskin, maintenant décédé.

La Presse canadienne

trouvé «déplorable» le chef Daniel Paillé. «Ce dossier pose des questions fondamentales sur la séparation des pouvoirs. Le fait que la Cour s'auto-enquête ne me rassure pas. On ne sait même pas qui va mener l'enquête, comment et quand», a-t-il critiqué.

## Pas de commentaires

Dans son livre, M. Bastien soutient que l'ex-juge en chef de la Cour suprême Bora Laskin a tenu les gouvernements canadien et britannique au courant de certains détails entourant les délibérés de 1982. Le tribunal a répété lundi n'avoir «aucun commentaire à faire» sur le processus qu'il suivra pour éclaircir le dossier.

La semaine dernière, le gouvernement de Pauline Marois a demandé à la Cour de s'expliquer, et a sommé le fédéral de rendre publics tous les documents relatifs au rapatriement de la Constitution. Les libéraux québécois et la Coalition avenir Québec appuient la démarche. Le cabinet du ministre des Affaires intergouvernementales a en outre indiqué lundi que Québec accepte de son côté de mettre à disposition ses propres archives constitutionnelles. Au bureau de Stephen Harper, on a refusé de préciser si l'on ferait de même.

Le Devoir

**BRUNCH-CONFÉRENCE SUR LE DROIT DE LA COPROPRIÉTÉ**

Dimanche le 21 Avril 2013 à 11h00  
Centre Athlétique Midtown (Le Sanctuaire)  
6105 Ave du Boisé, Montréal

Les vices-cachés en immobilier par M<sup>e</sup> Bruno Bourdelin

Les Syndicats de copropriété par M<sup>e</sup> Karine Cloutier-Lépine

Réservez vos places 20,00 \$  
Demandez Lucie St-Louis  
514-277-1175  
25,00 \$ à l'entrée

www.fisetlegal.com

[ Fiset légal ] cabinet d'avocats

CONSEILLERS EN DROITS IMMOBILIER, CONSTRUCTION ET COPROPRIÉTÉ

MARIE VASTEL

Correspondante parlementaire à Ottawa

Les moyens de pression exercés par les diplomates canadiens se feraient déjà sentir à l'international. Des demandes de visa commencent à s'empiler sur les bureaux de missions, tandis que la planification d'événements d'enver-

ture est perturbée, selon le syndicat des agents du service extérieur.

Il y a une semaine, les diplomates à Ottawa et à travers le monde se sont mis à suivre leurs contrats de travail à la lettre — pas de tâches supplémentaires, pas de BlackBerry hors des heures de bureau, et surtout pas d'heures supplémentaires. Résultat: les quotas

de demandes d'immigration ou de visas ne seraient plus respectés, notamment dans deux des plus gros bureaux, en Inde et en Chine.

«Déjà, après seulement une semaine, il devient évident que cela a des effets», a affirmé Tim Edwards, de l'Alliance professionnelle des agents du service extérieur. Car les ministères de l'Immigration, et Affaires étrangères et Commerce international «ont une dépendance structurelle aux heures supplémentaires pour répondre à la charge de travail minimale de base qui leur est demandée», a-t-il expliqué, avançant en outre qu'une poignée de voyages de ministres auraient aussi été annulés — une allégation toutefois démentie par les Affaires étrangères.

A ce ministère, on indique qu'on compte des plans de contingence pour pallier les moyens de pression. Du côté d'Immigration, on rétorque que «plusieurs facteurs peuvent affecter les délais de traitement» et que «les tâches essentielles

sont assurées» malgré les circonstances. Aucun ministre n'a voulu préciser si l'on ferait pression après du Conseil du trésor pour que se règle le conflit de travail.

## Sans contrat de travail

La convention collective des agents du service extérieur est échue depuis l'été 2011. Ils réclament un salaire égal à ceux d'autres fonctionnaires aux tâches similaires.

Au Conseil du trésor — responsable des négociations collectives —, on a réitéré qu'il s'agit de «postes très recherchés et bien rémunérés» et qu'on «continuera à négocier de bonne foi». Quant aux effets des moyens de pression, «il est regrettable que le syndicat cherche à refuser des services aux Canadiens», a-t-on accusé.

M. Edwards a soutenu que le syndicat continuera d'intensifier ses moyens de pression, qui pourraient aller jusqu'à la grève.

Le Devoir



**MWS** DEPUIS 1983

**CAMPS D'IMMERSION EN ANGLAIS**

Pour étudiants de 7 à 17 ans  
Centre-ville de Montréal et Toronto  
Camp de jour et résidence  
www.mwscamps.com

Pour information:  
à Toronto: (416) 921-6998  
à Montréal: (514) 531-4193  
office@mwscamps.com

Pour annoncer dans ce regroupement, contactez Catherine Pelletier au 514 985-3502 ou à cpelletier@ledevoir.com

**Congédié ?**

Voyez

**François Gendron**  
avocat  
LL.L., M.A., Ph.D.  
Vieux Montréal 514.845.5545

## ACTUALITÉS

## Les chemins du pouvoir



MICHEL DAVID

Il ne faut pas être grand devin pour prédire que Justin Trudeau passera beaucoup de temps au Québec d'ici aux prochaines élections fédérales. Le discours d'intronisation du nouveau chef du PLC était peut-être un ramassis de lieux communs, mais il est manifestement conscient que la reconquête du Québec est un passage obligé sur la route du pouvoir.

Même quand John Diefenbaker (1958) et Brian Mulroney (1984 et 1988) ont permis aux conservateurs de balayer le Québec ou durant les 15 années d'hégémonie du Bloc québécois (1993-2008), jamais les libéraux n'y avaient remporté moins de 12 sièges. Si tout ou presque est à reconstruire, la normalisation des relations avec les cousins provinciaux serait un bon point de départ. D'ailleurs, M. Trudeau a manifesté son intention de rencontrer Philippe Couillard dans les plus brefs délais.

En principe, l'arrivée simultanée de deux nouveaux chefs qui ne sont pas associés aux grandes querelles constitutionnelles du passé et qui semblent partager une même vision du Canada pourrait être l'occasion de jeter les bases d'une collaboration inexistante depuis un demi-siècle. L'expérience montre toutefois la très grande difficulté d'accorder les violons de deux chefs francophones, qui se transforment inévitablement en frères ennemis.

Depuis 50 ans, l'anglophone Lester B. Pearson, qui n'avait pas à prouver qu'il était un bon Canadien, a été le seul chef du PLC à se montrer réellement ouvert aux aspirations du Québec, même si le gouvernement Lesage a dû négocier pied à pied pour créer le Régime des rentes, rapatrier des points d'impôt et poser les premiers jalons d'une diplomatie québécoise distincte de celle d'Ottawa.



L'arrivée de Pierre Elliott Trudeau a mis brutalement fin à cette belle entente. La crise d'octobre lui a permis d'affirmer d'entrée de jeu sa prééminence sur Robert Bourassa. Il n'a jamais osé qualifier Claude Ryan de « mangeur de hot-dog », mais il a superbement ignoré tous ses efforts pour réformer le fédéralisme.

La normalisation des relations avec les cousins provinciaux serait un bon point de départ

Durant la phase 2 de son règne, M. Bourassa s'est opposé à John Turner sur la question du libre-échange, mais ce dernier appuyait l'accord du lac Meech. C'est Jean Chrétien, inspiré par M. Trudeau, qui en a orchestré l'échec.

Même si Jean Charest avait fait partie du triumvirat qui dirigeait le camp du non durant la campagne référendaire de 1995, M. Chrétien lui a claqué la porte au nez quand il est devenu chef du PLQ. Dès que M. Charest a manifesté son désir de voir la spécificité du Québec reconnue dans la Constitution canadienne, l'autre a répliqué que la Constitution n'était pas un « magasin général ». Le chef du PLQ a dû trainer ce boulet durant toute la campagne de 1998.

La Loi sur la clarté pesait trop lourd pour qu'une quelconque alliance avec Stéphane Dion puisse être envisageable. L'arrivée de Michael Ignatieff — autre anglophone — a semblé amorcer un rapprochement entre les cousins libéraux, mais il a vite mesuré l'étroitesse de la marge de manœuvre que lui laissait l'état de l'opinion publique au Canada anglais. De toute manière, il n'a fait que passer.



Si l'objectif de Jean Chrétien était de démontrer la nécessité de tourner la page sur les « vieilles chicanes », comme le répète Justin Trudeau chaque fois qu'il ouvre la bouche, il faut reconnaître que son discours caricatural de dimanche était très efficace.

L'histoire est cependant têtue et la politique a ses impératifs. Philippe Couillard semble regretter un peu plus chaque semaine d'avoir proposé de rouvrir le dossier constitutionnel, mais le voilà soudainement embarqué dans une croisade pour faire la lumière sur les circonstances obscures du rapatriement de 1982, que son nouvel homologue fédéral ne voit pas d'un très bon œil.

Dans une étonnante entrevue accordée au *Devoir* en janvier dernier, M. Couillard avait développé une approche de la « nouvelle identité québécoise » très semblable au multiculturalisme préconisé par M. Trudeau. La majorité francophone devait « faire attention à la tentation d'imposer sa vision aux autres communautés », disait-il.

Une semaine plus tard, lors du deuxième débat entre les candidats à la succession de Jean Charest, il avait senti le besoin de rectifier le tir. « Quelque chose de profond » avait changé avec le rapatriement de la Constitution, avait-il déploré. « C'est l'abandon de la dualité, l'abandon des deux peuples pour un concept de multiculturalisme. »

En son for intérieur, M. Couillard ne demanderait peut-être pas mieux que de se joindre à Justin Trudeau pour « écrire un nouveau chapitre dans l'histoire de notre pays ». Leurs situations sont cependant bien différentes. Pour M. Trudeau, le chemin du pouvoir passe indéniablement par Québec, mais M. Couillard, qui sera le premier à se présenter devant l'électorat, a-t-il intérêt à cheminer en sa compagnie?

mdavid@ledevoir.com

COMMISSION CHARBONNEAU

## Beaucoup de contradictions pour peu d'aveux

Le collecteur Bernard Trépanier continue à minimiser son rôle dans le cartel des ingénieurs

BRIAN MYLES

Bernard Trépanier s'est révélé peu à peu comme un collecteur de fonds sans scrupules, capable de briser toutes les règles de financement en suivant sa propre logique de développement des affaires.

L'ancien directeur du financement d'Union Montréal a presque terminé son témoignage à la commission Charbonneau. Égal à lui-même, il a refusé d'assumer la pleine responsabilité dans la création du cartel des ingénieurs et le versement de ristournes illicites de 3% au parti.

« Monsieur 3% » n'en finit plus de contredire les nombreux ingénieurs qui ont affirmé sous serment qu'ils devaient verser des ristournes à Union Montréal en échange d'une généreuse part des contrats publics. Charles Meunier (BPR), Yves Cadotte (SNC-Lavalin) et Michel Lalonde (Génius) ont tous menti à son sujet. De M. Meunier, il n'a « jamais » accepté d'argent comptant. De M. Cadotte, il a pris 40 000\$, et non 125 000\$. Enfin, il n'a jamais sollicité M. Lalonde pour le financement de l'ancienne ministre libérale, Line Beauchamp.

En gros, l'homme de 74 ans reproche en termes confus aux membres du cartel des ingénieurs de faire porter sur ses épaules l'ensemble de leurs activités de financement illégal. « Je craquerai pas. J'ai pris ce que j'ai pris. Ce que j'ai pas pris, je l'ai pas fait », a dit M. Trépanier à bout de patience.

Dons et contrats

À son corps défendant, M. Trépanier concède du terrain au procureur Denis Gallant. Il y a deux semaines, il a fini par admettre qu'il avait tenté de répartir les contrats entre les firmes de génie qui contribuaient au financement d'Union Montréal, avant d'être écarté pour sa maladresse par les ingénieurs Michel Lalonde et Rosaire Sauriol.

Lundi, il a reconnu que l'ampleur des contrats accordés aux firmes de génie-conseil était proportionnelle à leur générosité pour le parti. Il a aussi



Le témoignage de Bernard Trépanier (à gauche) contredit ceux de plusieurs témoins.

admis qu'il ne rechignait pas à accepter des contributions des entreprises, illégales par définition, que ce soit en chèque ou en argent comptant. Ingénieurs, architectes, avocats: tous les types de cabinets de professionnels étaient ciblés par ses opérations de financement sectoriel.

Le courant ne passe pas entre M<sup>e</sup> Gallant et lui. Pressé de questions par le procureur qui cherchait à comprendre son *modus operandi*, M. Trépanier lui a lancé: « Prochaine campagne électorale, je vais vous inviter. »

Le vieux routier a éprouvé du mal à justifier certaines de ses pratiques. Le responsable du financement pour Union Montréal devait atteindre des objectifs fixés par les bonzes du parti, mais il ne se donnait même pas la peine de compter les recettes à l'issue d'un cocktail.

Louis Lewis et lui étaient les deux seuls employés du parti à connaître la combinaison du fameux coffre-fort, dans lequel « Monsieur 3% » a entreposé notamment le don en argent comptant de 40 000\$ attribué à Yves Cadotte. Quand les liasses de billets se sont volatilisées, il n'a posé aucune question, présumant qu'elles avaient été déposées dans le compte du parti.

L'explication a fait sourciller le commissaire Renaud Lachance.

Milioto épargné

M. Trépanier a bien pris soin de tenir les entrepreneurs et leur intermédiaire auprès de la mafia, Nicolò Milioto, loin de son témoignage en dents-de-scie.

L'ex-patron de Mivela, surnommé « Monsieur Trottoir », ne percevait pas de ristournes pour le bénéfice d'Union Montréal auprès des entrepreneurs. « Non, il ne m'amenait pas d'argent », a-t-il dit.

Des entrepreneurs tels que Lino Zambito ont déclaré qu'ils versaient un pizzo de 2,5% à la mafia et une ristourne de 3% à Union Montréal par l'entremise de M. Milioto. Lors de l'opération Colisée, M. Milioto a été filmé pendant qu'il comptait et échangeait des liasses d'argent avec le défunt parrain Nicolò Rizzuto.

M. Trépanier était en contact régulier avec l'ex-président du comité exécutif, Frank Zampino (1808 appels), et Nicolò Milioto (81 appels). Ses liens avec Nicolò Milioto se limitaient à l'appeler pour lui vendre des billets pour les cocktails de financement d'Union Montréal, assure-t-il.

Le procureur Denis Gallant a par ailleurs analysé les relations d'affaires entre M. Trépanier et Astral. De 2002 à 2011, le collecteur de fonds et organisateur politique a reçu des honoraires de près de 570 000\$ de la compagnie.

M. Trépanier était payé à commission pour aider Astral à placer des panneaux publicitaires dans différentes municipalités, dont Montréal, Laval et Longueuil. Il avoue d'emblée qu'il marchandait ses contacts politiques auprès de l'entreprise. « Comme hobby, j'organais des élections. C'était dans le but de m'ouvrir des portes », a-t-il dit.

M. Trépanier abordera mardi son rôle dans la vente au rabais des terrains du Faubourg Contrecoeur à Paolo Catania. Il sera suivi de Frank Zampino, qui est considéré comme le plus haut responsable politique des stratagèmes de collusion dans l'octroi des contrats.

Le Devoir



Le bureau montréalais de Daniel Breton a été investi par des militants issus notamment du Front d'action populaire en réaménagement urbain.

AIDE SOCIALE

## Des militants investissent les bureaux de députés péquistes

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

La grogne contre les modifications à l'aide sociale s'est transportée lundi dans les bureaux de quatre députés du Parti québécois, qui ont reçu la visite de militants issus entre autres du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), inquiets des effets néfastes potentiels des changements annoncés par la ministre Agnès Maltais.

Les bureaux de Daniel Breton, Réjean Hébert, Carole Poirier et Serge Cardin ont été investis par des manifestants venus chercher réponse à leurs questions. Dans la circonscription de Sainte-Marie-Saint-Jacques, une quarantaine de membres du FRAPRU ont réussi à parler à Daniel Breton, mais le contenu de l'échange a donné lieu en cours de journée à des interprétations diverses.

L'organisatrice du FRAPRU Marie-José Corriveau a expliqué au *Devoir* avoir compris des propos de M. Breton non seulement qu'il était préoccupé par les changements annoncés, ce pourquoi il avait lui-même posé plusieurs questions à la ministre Maltais, mais aussi qu'il s'engageait à dire

« C'est de la science-fiction que de croire que tout le monde va se trouver un emploi »

Françoise David



publiquement son mécontentement si d'aventure les changements apportés ne le satisfaisaient pas.

Au bureau de M. Breton, le son de cloche était tout autre, mais il a été impossible de parler au principal intéressé. « M. Breton a dit qu'il allait communiquer les réserves des citoyens à la ministre, qu'il allait leur acheminer leurs questions, et c'est tout », a dit Sébastien Marzil, attaché de presse du caucus du PQ.

Même version des faits avec l'attaché politique de M. Breton depuis son bureau de comté.

Pétition

L'insatisfaction prendra la forme d'une pétition menée par le Front

commun des personnes assistées sociales et comptant plus de 11 500 noms. Elle sera déposée jeudi à l'Assemblée nationale par la députée de Gouin pour Québec solidaire, Françoise David.

Près du métro Beauharnois, dans sa circonscription, où elle récoltait lundi des signatures, M<sup>me</sup> David a expliqué son désaccord avec le fondement des changements. « La seule raison, quoi qu'en dise M<sup>me</sup> Maltais, c'est d'atteindre l'objectif du déficit zéro. »

« Elle n'a pas besoin de commencer par couper [les assistés sociaux]! Elle proposerait des allocations pour des parcours à l'emploi et on serait tous ravis, tout le monde

applaudirait! C'est ça qui n'a pas de bon sens! », a-t-elle dit en entrevue.

Entre autres questions qui demeurent sans réponse, qu'arrivera-t-il des personnes assistées sociales dont l'allocation de 129\$ sera coupée au 1<sup>er</sup> juin prochain et qui, après avoir suivi une démarche de réinsertion à l'emploi, ne trouveront pas chaussure à leur pied? « C'est de la science-fiction que de croire que tout le monde va se trouver un emploi, surtout dans un contexte de chômage comme certaines régions en connaissent », dit M<sup>me</sup> David. « Mais on ne sait pas ce qui leur arrivera lorsque le montant [195\$] versé pendant le parcours ne sera plus accessible. »

La ministre de l'Emploi a promis que des réponses et des précisions seraient apportées au début de mai, lorsque le projet de règlement final, et tout ce qui en découle, sera connu. L'obstination du Parti québécois dérange M<sup>me</sup> David, qui craint comme d'autres groupes un effet d'appauvrissement des personnes les plus vulnérables. « L'aide sociale, les gouvernements passent et coupent dedans, le Parti québécois comme les autres. »

Le Devoir

#CHRONIQUEFD

## L'erreur de jugement



FABIEN  
DEGLISE

Même si l'on vit dans un monde où tout va de plus en plus vite, parfois ça peut être long avant de se rendre compte que l'on est numériquement en train de faire une grosse connerie.

Parlez-en à Dom del Torto, ce gars qui travaille dans le monde de l'animation à Londres et qui, dans les dernières semaines, après s'être fait voler son ordinateur portable, a écrit malgré lui une fascinante histoire en prise directe avec le présent. Une histoire qui allie technologie intrusive, vengeance, vigilantisme, exposition de soi, surmédiatisation et dont le dernier chapitre s'intitule, «l'erreur de jugement» avouée par la victime de ce vol qui regrette d'avoir eu les moyens d'aller si loin. Drôle d'époque.

On remonte le petit maelström à sa source. Le 4 février dernier, Dom se fait voler son ordinateur dans son appartement de la capitale britannique. Il n'est pas très content. Mais il a un atout dans sa manche : prévoyant, l'homme a installé en effet une application invisible qui permet de suivre son ordinateur à la trace, dans l'éventualité d'un vol ou d'un égarement.

L'app, comme on dit, est assez redoutable, puisqu'elle permet de géolocaliser l'objet avec une précision chirurgicale, tout en prenant en photo, par l'entremise de la caméra interne, et sans qu'il s'en rende compte, le nouveau propriétaire de l'ordinateur mal acquis.

Et ça fonctionne...

Le 23 mars, soit dit en passant jour de son anniversaire, Dom reçoit un cadeau amusant : un message de son ordinateur envolé qui, visiblement, avait très envie de prendre le large. Selon les informations récoltées par l'application cachée, l'appareil se trouve désormais à... Téhéran, en Iran, dans une famille ordinaire qui, comme en témoignent les clichés envoyés, semble aussi très heureuse avec.

### Quotidien mis en scène

À une époque où, pour être valable, l'existence humaine, ses bonheurs, ses découvertes tout comme ses petits emmerdements se doivent d'être numériquement partagés avec la terre entière, Dom del Torto décide alors de raconter cette histoire rocambolesque en ligne, par l'entremise du site de création de microblogs Tumblr. Sous le titre «L'ordinateur de Dom en Iran», il y diffuse l'itinéraire de son ordinateur ainsi que quelques photos «gentiment commentées» de la famille qui l'utilise. L'adresse est partagée avec ses amis, qui la transmettent à leurs amis, qui... pour devenir très vite un phénomène remarqué sur la Toile. Au grand dam de Dom.

La semaine dernière, le Londonien n'a pas tout effacé, mais presque. Il a d'abord masqué l'identité de la petite famille sur les photos, avec des bandes noires sur les yeux, pour ensuite remplacer le tout par des dessins. Le geste a été accompagné d'une réflexion à voix haute sur le respect de la vie privée, sur l'autojustice et sur les dérives vers lesquelles les mondes numériques nous conduisent parfois, dans un aveuglement qui fait peur à voir, lorsqu'on commence à ouvrir les yeux.

Il écrit : «les propriétaires innocents de mon ordinateur [ils ne savaient pas qu'ils avaient acquis un appareil volé] m'ont contacté et sont horrifiés par» l'ampleur qu'est en train de prendre cette histoire. «Cela a été une énorme erreur de jugement de ma part de partager ce récit en ligne et de ne pas respecter leur vie privée.» La famille iranienne lui a proposé de lui rendre son ordinateur. Repentant, en guise d'excuse, Dom a plutôt décidé de le leur laisser.

«Je ne me suis jamais posé de questions sur l'intrusion dans la vie privée des gens que je présentais sur les photos, et qui ne sont pas des voleurs», ajoute l'homme. Le bien-être et la sécurité des personnes sont plus importants que n'importe quelle possession. Même si mon ordinateur me manque, je ne veux faire de mal à personne.»

Après l'histoire de l'ordinateur de Dom, à la diffusion malheureuse et épidémique, c'est désormais son étonnante conclusion, qui mérite de connaître le même sort. La faute à son point final qui a un contour plutôt signifiant, merci, par les temps qui courent. Il prouve en effet que les univers numériques ne sont pas seulement porteurs de dérives et de narcissisme, mais également de lucidité, à condition toutefois qu'on lui laisse le temps d'éclorre. Et parfois, tout ça peut prendre un détour de 4800 km, entre Londres et Téhéran pour s'en rendre compte.

Sur Twitter : @FabienDeglise



RENAUD PHILIPPE LE DEVOIR

La source d'émission de poussière de nickel a été localisée au port de Québec.

LIMOILLOU

## Le nickel provient du port

Le Comité vigilance souhaite une décontamination des sols

ISABELLE PORTER  
à Québec

Une fois la source des concentrations de nickel contrôlée, il faudra s'attaquer à la décontamination des sols, selon Véronique Lalande du Comité vigilance Port de Québec. «La première chose, c'est de fermer le robinet, mais après ça, il va falloir décontaminer notre milieu», a-t-elle déclaré. «Je ne sais pas si vous vous rendez compte les millions que ça va coûter.»

Cette résidente du quartier Limoilou est la première à avoir dénoncé publiquement le port pour les poussières de métaux trouvées dans son secteur. Lundi, elle avait les larmes aux yeux quand une étude du ministère du Développement durable a confirmé que la source des concentrations de nickel provenait bien du transbordement de vrac dans le port.

L'étude témoigne d'une corrélation entre les concentrations de nickel et les vents en provenance du port. Elle a aussi établi que le nickel contenu dans l'air (la pentlandite) est du même type que celui qui est transbordé dans le port par l'entreprise Arrimage St-Laurent. Enfin, elle révèle que l'incinérateur n'est pas en cause.

Interrogé sur la gravité des résultats, le directeur régional du Minis-

tère, Jean-Marc Lachance, a rappelé que les concentrations de nickel dans Limoilou étaient de deux à huit fois supérieures à la norme.

D'emblée, même lorsqu'il n'y avait pas de vents en provenance du port, les concentrations de nickel dans Limoilou étaient anormales. Ce qui laisse croire à M<sup>me</sup> Lalande que le sol même pourrait être contaminé.

Le nickel est considéré comme potentiellement cancérigène, mais les autorités gouvernementales n'ont pas encore établi quelles seront les conséquences de l'exposition sur la santé des résidents touchés. Au ministère, on dit attendre le rapport du directeur de la Santé publique sur le sujet.

### Arrimage St-Laurent

Arrimage St-Laurent a réagi avec prudence lundi en soulignant que l'étude désignait «certaines» de ses activités comme «une source probable». «Nous aurions peut-être pu réagir avant si nous avions été prévenus en temps utile», fait valoir son directeur dans un communiqué.

L'entreprise se dit prête à «collaborer» avec le Ministère, mais ajoute qu'elle a déjà fait des efforts avec des investissements de 8 à 10 millions pour mieux contrôler ses émissions de poussière.

Le ministère lui a transmis lundi un avis de non-conformité en exi-

geant notamment qu'elle se dote d'un système de transbordement étanche. Une lettre a également été transmise au Port.

De ce côté, le patron Mario Girard a dit qu'il ferait tout ce qui est en son possible pour que les concentrations de nickel tombent dessous la norme. Il réitère par ailleurs sa confiance en Arrimage St-Laurent «un partenaire qui est très responsable, qui prend la chose très au sérieux».

### M<sup>me</sup> Lalande et QS

Le sujet a par ailleurs rebondi au conseil municipal où le maire a reproché à Véronique Lalande ses accointances avec Québec solidaire. «Moi je pense que M<sup>me</sup> Lalande a fait un excellent travail. Elle est très intelligente [...] sauf que sa conférence de presse avec M. Amir Khadir a créé beaucoup de doutes dans mon esprit.»

M<sup>me</sup> Lalande avait en effet tenu un point de presse avec le député solidaire à l'Assemblée nationale le 21 mars dans le dossier du nickel. «Amir Khadir, ce n'est pas un de mes amis. M. Khadir n'a jamais eu de bons mots pour l'administration de la ville de Québec. [...] Vous comprendrez qu'à partir de là, je vais garder une saine distance vis-à-vis de ces gens-là.»

Le Devoir

Le Devoir

## Labeaume est fier de ses compressions

Les services aux citoyens écoperont, dit l'opposition

ISABELLE PORTER  
à Québec

Le maire de Québec, Régis Labeaume, a présenté avec fierté lundi les résultats de son programme de compressions à la ville. Or pour les élus de l'opposition, ses prévisions ne sont pas réalistes et compromettent les services aux citoyens.

«On peut parler d'une performance assez remarquable, je pense», a lancé le maire en ouverture de séance. M. Labeaume se réjouit d'avoir réussi à abolir 624 postes dans l'administration municipale en trois ans, soit 124 de plus que l'objectif de 500 qu'il s'était fixé à l'origine. «Aujourd'hui, il y a moins d'employés à la Ville de Québec que lors des fusions en 2002, a-t-il déclaré. Ça fait la preuve que ça fonctionne pareil.»

En matinée, il avait convoqué les médias à une présentation détaillée de ses réalisations. Il avait alors souligné que le poids de la masse salariale sur son budget était passé de 43% à 38,8% alors qu'à Montréal, ce poids s'élève à plus de 50%, a-t-il dit.

Les suppressions de postes et diverses mesures de rationalisation ont permis à l'administration d'économiser 180 millions, a-t-on fait valoir. Et ce n'est pas fini. Elle entend économiser 67 millions de plus au cours des trois prochaines années. Le maire se dit prêt de plus à privatiser de nouveaux services.

Apréhendant des questions sur la qualité des services, il a brandi en matinée des sondages montrant un taux de satisfaction des citoyens oscillant autour de 90%.

Pour l'opposition, c'est une solution téméraire. La conseillère Ginette Picard-Lavoie (Québec Autrement) a fait valoir que 57% des employés de la Ville de Québec étaient démotivés. La conseillère Anne Guérette, du parti Démocratie Québec, s'est aussi montrée inquiète. «Est-ce que couper 67 millions sur trois ans, c'est réaliste? Est-ce qu'on va vraiment être capable de couper [...] sans couper dans les services?»

La présentation du bilan de la Ville survient après que les commerçants de Québec eurent mis de la pression sur le maire dans ce dossier. Frappés par des augmentations de taxes majeures, ils ont invité récemment la Ville à «regarder ses dépenses» et à «faire un travail dans [sa] cour».

Le Devoir

Le Devoir

## Garderies subventionnées privées : poursuite des négociations

JESSICA NADEAU

Correspondante parlementaire à Québec

Les parents ayant reçu une lettre de leur garderie les informant que les places pour les enfants de quatre ans ne seraient plus disponibles en septembre peuvent cesser de s'angoisser. Les négociations sont toujours en cours entre Québec et les garderies privées subventionnées pour déterminer la façon d'en arriver à des compressions de 15 millions, mais déjà, l'épineuse question du financement des places à quatre ans a été écartée.

«Ils ont arrêté de menacer les enfants de quatre ans, les quatre ans peuvent respirer», se réjouit Isaac Sachs, vice-président du Rassemblement des garderies privées du Québec (RGPPQ).

Depuis quelques semaines, en réaction aux compressions annoncées par le gouvernement Marois, des lettres sont distribuées aux parents d'enfants fréquentant l'une des 150 garderies membres de ce réseau à travers le Québec. «Nous n'avons d'autres choix, en tant que réseau, que de cesser d'offrir le service aux enfants de quatre ans dès septembre 2013», écrivait l'organisme.

En recevant la missive, David Dunn a eu un choc. Il craignait pour sa petite Florence, quatre ans, qui adore son milieu de vie. «Tout le monde parle de ça à la garderie, c'est le sujet du jour, parce qu'on se retrouve le bec à l'eau. Nous sommes tous très inquiets.»

Bien qu'il n'ait pas été en mesure de faire le suivi pour rassurer les parents, le RGPPQ a de-

### Un caquiste comme lobbyiste

Les garderies privées font appel à un caquiste pour devenir elles aussi subventionnées. Christian Lévesque, qui a déjà été président-directeur général de l'Action démocratique du Québec (ADQ), est désormais lobbyiste pour la Coalition des garderies non subventionnées du Québec. Toujours membre de la Coalition avenir Québec (CAQ), il vient de s'inscrire au Registre des lobbyistes pour remplir un mandat bien précis : obtenir du financement de l'État pour la Coalition, à l'instar du réseau des garderies subventionnées. M. Lévesque, qui a été battu dans Bellechasse au scrutin de septembre 2012, rencontrera le ministre de la Famille, Nicole Léger, vendredi, pour lui remettre un mémoire qui propose une formule pour «baisser ses coûts». Depuis trois semaines il dirige le bureau de Québec du cabinet de lobbyistes Hatley, dont il est aussi actionnaire.

La Presse canadienne

mandé à ses membres de cesser de distribuer les lettres avant les négociations de vendredi dernier.

Il faut dire que le gouvernement avait accepté d'abandonner cette mesure très impopulaire pour parvenir à une entente avec les CPE jeudi dernier. Le montant des aménagements budgétaires de-

mandé au réseau public reste de 31 millions, mais au lieu de faire des économies en changeant le barème de financement des enfants de quatre ans, les CPE iront plutôt puiser dans leurs surplus.

### 15 millions à trouver

Et c'est là que le bât blesse pour les garderies privées subventionnées, qui doivent à leur tour trouver 15 millions pour 2013-2014. «Dans le privé, des surplus, ça s'appelle des profits. Et ça ne reste pas là à dormir dans les coffres comme dans les CPE», explique le vice-président du Rassemblement, Isaac Sachs.

«Le gouvernement nous a demandé de faire preuve d'imagination. Ils nous ont dit : "vous êtes bons avec ça, vous autres, dans les garderies. Imaginez quelque chose pour trouver ailleurs les 15 millions". C'est là où nous en sommes, au cœur même du problème.»

Au bureau de la ministre de la Famille, Nicole Léger, on se contente de répéter que «les négociations se poursuivent».

De son côté, la critique de l'opposition officielle en matière de Famille, Danielle St-Amand, estime «qu'on n'en serait pas là si la ministre avait connu son réseau et qu'elle avait parlé à ses partenaires». Elle présentera mercredi une pétition comptant plus de 15000 signatures pour demander au gouvernement d'annuler les compressions dans les services de garde du Québec.

Le Devoir



Découvrez la riche histoire des 150 ans du Collège Sainte-Anne de Lachine

## LE GRAND HÉRITAGE

Un documentaire réalisé par Daniel Bertolino

Ce soir 22 h

POUR TOUT SAVOIR : WWW.CANALSAVOIR.TV

UNE PRODUCTION DE :

Les Productions  
Via Le Monde  
(DB) Inc.



canal  
SAVOIR

PARTENAIRE MÉDIA : LE DEVOIR



**porter**  
raffinée sur toute la ligne

## Toronto, facile comme bonjour et *good morning*.

Porter atterrit à l'aéroport du centre-ville de Toronto, à deux pas du cœur de la ville. Son aérogare contemporaine est intime et bien pensée. Tout est à portée de la main. Tout se fait en un clin d'œil, avec le sourire.

**SORTIE**



Vols au départ de Montréal. Réservez d'ici le 17 avril 2013. Tarifs aller simple incluant les taxes, surcharges et frais obligatoires.\*  
Le rabais est compris dans les tarifs. Tarifs à partir de :

HALIFAX 3 par jour <b>213 \$</b> Taxes et frais compris	TORONTO 17 par jour <b>132 \$</b> Taxes et frais compris	SAULT STE. MARIE <b>230 \$</b> Taxes et frais compris	ST. JOHN'S <b>282 \$</b> Taxes et frais compris	SUDBURY <b>230 \$</b> Taxes et frais compris	THUNDER BAY <b>219 \$</b> Taxes et frais compris	TIMMINS <b>230 \$</b> Taxes et frais compris	WINDSOR <b>230 \$</b> Taxes et frais compris	BOSTON <b>252 \$</b> Taxes et frais compris	
CHICAGO <b>273 \$</b> Taxes et frais compris	MYRTLE BEACH <b>336 \$</b> Taxes et frais compris	NEW YORK <b>241 \$</b> Taxes et frais compris	WASHINGTON Dulles <b>252 \$</b> Taxes et frais compris	<b>PRIX TOUT COMPRIS</b>					

Réservez en ligne, appelez au 1-888-619-8622 ou contactez votre agent de voyages. Téléscripneur – faites le 711.

[flyporter.com](http://flyporter.com)

Nouveau !

**Évasions  
porter**

Économisez sur les forfaits vol-hôtel à [evasionsporter.com](http://evasionsporter.com)\*\*

\* Réservez d'ici 23 h 59 heures de l'Est le 17 avril 2013. Voyagez d'ici le 26 juin 2013. Les tarifs sont fonction de la disponibilité. Porter peut exiger un achat jusqu'à 21 jours à l'avance. Les tarifs annoncés peuvent ne pas être disponibles pendant toute la période de voyage. Description détaillée des tarifs pour tous les itinéraires sur [flyporter.com](http://flyporter.com). Tarifs aller simple en classe Fixe au départ de la ville. Les tarifs à destination de la ville peuvent être différents. Nouvelles réservations seulement. Les tarifs incluent les taxes gouvernementales et les frais obligatoires. Ces montants peuvent aller jusqu'à 150 \$ par aller simple selon la destination. Les taxes étrangères fluctuent selon le taux de change en vigueur. Les frais pour des services optionnels, tels que les changements d'itinéraire, les bagages supplémentaires, la présélection de siège ou d'autres demandes spéciales, peuvent s'ajouter au montant total. Tarifs non remboursables. Il est possible de changer d'itinéraire moyennant des frais allant jusqu'à 200 \$ par personne et par trajet, plus toute différence de tarif. Certaines conditions (incluant des frais de 20 \$ pour l'enregistrement d'un deuxième bagage, et les frais pour bagages excédentaires et/ou trop lourds) peuvent changer sans préavis et ne sont garanties qu'à l'émission du billet. Renseignez-vous auprès de Porter ou de votre agent de voyages. En cas de divergence entre le tarif de nos annonces et le tarif affiché sur notre site Internet au moment de la réservation, ce dernier prévaudra.

\*\* Évasions Porter est une entreprise agréée par TICO.

## ÉDITORIAL

PARTI LIBÉRAL DU CANADA

## Tout est à faire

Le Parti libéral du Canada s'est donné ce week-end un nouveau chef en Justin Trudeau. Pour ce parti, il s'agit d'un nouveau départ. L'enthousiasme des militants est palpable, mais ils ne doivent pas se méprendre. Tout reste à faire.

**A**u lendemain de ce congrès, peu de choses ont fondamentalement changé au Parti libéral. Celui-ci n'est toujours que le deuxième parti d'opposition avec seulement 35 députés. Son organisation est toujours en reconstruction et il n'a toujours pas de programme politique. Malgré le travail fait par le chef intérimaire, Bob Rae, depuis la raclée subie le 2 mai 2011 aux mains du Parti conservateur et du NPD, le parti demeure fragile.

Le déroulement de la course au leadership est en soi une illustration de cette fragilité. Malgré la multitude de candidats, il n'y avait pas de véritable compétition. Jamais Justin Trudeau n'a été menacé. Il a recueilli 80% des voix parce qu'il n'y avait pas d'autre choix que lui. Certes, le nouveau chef a démontré sa capacité à créer de l'enthousiasme par ses discours lyriques. Certes, le parti sort uni, ce qui, dans les circonstances, allait de soi. Mais tout tient désormais à ce jeune politicien peu expérimenté sur qui on a tout mis.

Le pari fait sur Justin Trudeau est éminemment risqué, car on sait très peu de choses sur lui, à part quelques clichés. Il est bien sûr le fils de son père, Pierre Elliott Trudeau, le Trudeau de la trudeumanie et du rapatriement de la Constitution, ce qui est à la fois un avantage et un lourd handicap. Comme son père, il a du charisme, mais, à l'inverse de lui, il sait être proche des gens. Par contre, il n'a pas sa stature intellectuelle, et son cheminement professionnel ne le prépare d'aucune façon à prétendre aux plus hautes fonctions politiques.

Le charisme peut beaucoup en politique, pourvu qu'il soit accompagné d'une vision porteuse de quelques idées-forces. Les plus sévères ont reproché au député de Papineau de ne pas avoir exposé d'idées au cours de sa campagne, ce qui, paradoxalement, ne lui a pas nuï, comme le montre l'envolée du Parti libéral dans les sondages. Par opposition au rigorisme dont nous affligent les conservateurs, son lyrisme a pu paraître rafraîchissant aux Canadiens. Mais un jour, il lui faudra dire comment il entend s'y prendre «pour bâtir un pays meilleur pour nos enfants» et la place qu'il réserve aux Québécois dans ce vaste projet.

Contrairement à son père ou encore à Brian Mulroney, Justin Trudeau n'est porteur d'aucun grand projet susceptible d'influencer le cours de l'histoire, comme ces deux premiers ministres l'ont fait, l'un avec la Charte des droits et libertés et l'autre avec le libre-échange. Il aura besoin de penseurs qui pourront lui rédiger un «livre rouge» qui lui servira de feuille de route, à la manière de ce qu'avait fait Jean Chrétien en 1993.

Son succès tiendra pour une très large part à sa capacité à s'entourer. Cela mettra à l'épreuve son leadership dès maintenant. Le Parti libéral est une formation où les élites exercent une influence indue. Ce sont elles qui ont vu dans Michael Ignatieff un sauveur. Ce sont elles qui croient toujours à la grandeur du parti de Sir Wilfrid Laurier. Il lui faudra s'en éloigner pour ne pas s'enliser dans les sillons du passé.

L'élection du 2 mai 2011 a marqué une rupture avec ce qu'avait été le Parti libéral jusque-là. La popularité retrouvée dans les sondages, ces dernières semaines, ne résistera pas à l'épreuve du réel si Justin Trudeau ne se souvient pas des raisons de ce rejet. C'est un nouveau Parti libéral que les Canadiens attendent. Son défi est de démontrer qu'en dépit de son nom il peut définir un nouvel avenir pour son parti. La partie difficile commence et, c'est certain, elle sera très difficile. Il peut compter pour cela sur Stephen Harper et Thomas Mulcair.

CONGRÈS DU NPD

## Mulcair gagne son parti

Il avait l'œil bien malicieux et le débit bien vif, Alexandre Boulerice, lorsqu'il a pris la parole à la fin de la période des déclarations de députés lundi aux Communions. Quelques minutes plus tard, à la période de questions, ce serait l'entrée en scène du nouveau chef libéral, Justin Trudeau. Pas question de lui abandonner le champ de la nouveauté.

Le député néodémocrate s'est donc lancé dans la célébration du congrès tenu par son parti durant la fin de semaine, martelant les mots «espoir», «optimisme», «leader expérimenté». Visant nommément les conservateurs, ce sont les libéraux qu'il ciblait. Le message était clair: la fougue nous appartient. Démonstration s'ensuivit: son chef Thomas Mulcair attaqua la période de questions avec aplomb.

Les électeurs finiront par dire lequel des deux partis, entre le NPD et le PLC, représente vraiment le changement. Mais on est vraiment arrivés à une nouvelle étape de la joute politique fédérale. Pour le chef néodémocrate, elle prend assise sur un constat, évident durant la fin de semaine: ce parti est maintenant le sien.

Les 92,3% d'appui qu'il a obtenus des délégués au congrès renvoient pour de bon à l'oubli les critiques acerbes qu'un Ed Broadbent tenait à son égard durant la campagne au leadership l'an dernier. On a même évité la crise d'identité annoncée: le NPD a cessé dimanche d'être socialiste au terme d'un débat réduit à sa plus simple expression, là où des déchirements étaient attendus.

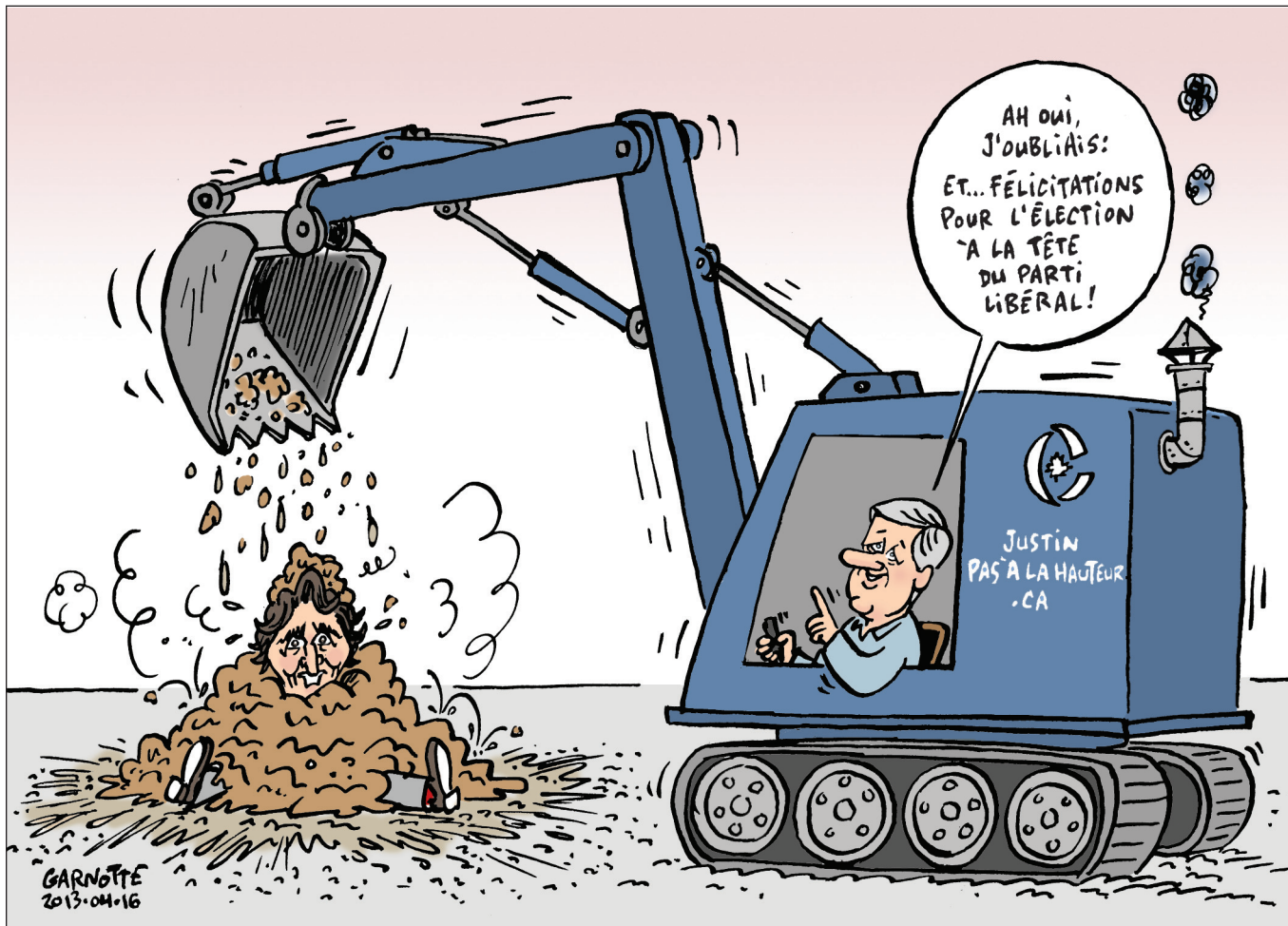
M. Mulcair tenait à ce que la modernisation du parti, enclenchée sous ses prédécesseurs, mais jamais achevée, arrive à son terme. C'est chose faite. Le chef, qui a fait de l'économie son thème de prédilection, peut maintenant s'appuyer sur des statuts qui reconnaissent l'économie de marché plutôt que la production et la distribution de biens et services à des fins non lucratives. De la même manière, les résolutions les plus controversées du congrès de Montréal ont été commodément mises de côté ou renvoyées à plus tard. M. Mulcair a vraiment eu carte blanche au cours de ce week-end.

Ce qui reste, c'est ce qui fait consensus: défaire les énormités conservatrices. Comme elles sont légion, il y en a tant pour les goûts néodémocrates que pour ceux des libéraux. Comment dès lors se démarquer? C'est là tout l'enjeu. On peut croire que les principes et les traditions du NPD lui donneront plus de substance pour argumenter, surtout au regard d'un Justin Trudeau, mais quelles positions originales le parti arrivera-t-il à articuler pour gagner ce centre de l'électorat que les libéraux convoitent tout autant? Pour le moment, on ne voit pas. Si M. Mulcair a redéfini son parti, un flou demeure: lui, qu'est-ce qui le définit?

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 &gt; FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU  
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE



## L E T T R E S

## N'en parlez pas!

Les anti-indépendantistes répètent sans cesse: «Ne parlez plus de constitution.» Se rendent-ils compte qu'en continuant à imposer la Constitution de 1982, ils mettent eux-mêmes le sujet sur le tapis? Qu'ils choisissent. Ou ils renoncent à imposer aux Québécois l'exécutable Constitution de 1982 et peuvent alors espérer des autres qu'ils exaucent leurs vœux de ne plus entendre parler de ce sujet, ou ils continuent à imposer cet ignoble texte et qu'alors ils acceptent non seulement qu'on en parle, mais qu'ils se sentent interpellés et qu'ils fassent la démonstration qu'un geste unilatéral est digne d'une démocratie.

Louis Fortier  
Montréal, le 12 avril 2013

## Rien de vraiment nouveau

On n'apprend rien de réellement nouveau dans l'ouvrage de Frédéric Bastien, *La bataille de Londres*, qui vient tout juste de paraître. Du moins, rien que nous ne soupçonnions! Son mérite tient toutefois à ce qu'il met au jour des faits. Nous savions tous que les Québécois avaient été bernés encore une fois par un gouvernement britannique souhaitant colmater une fois pour toutes nos velléités d'émancipation. Que le Foreign Office du gouvernement britannique ait été de connivence avec Ottawa, cela ne surprend personne. Que nos juges de la Cour suprême aient avalisé ce rapatriement bâclé, ainsi que la mise en place d'une charte qui n'a de cesse de lamener la différence québécoise, son essence en quelque sorte, cela ne peut certes pas nous stupéfier. Que Trudeau et sa cour de sujets «bien-pensants» aient mis toute leur énergie à précipiter cette

opération de rapatriement en laissant le Québec à l'écart, cela est encore sans surprise. Le Québec l'est d'ailleurs toujours, par la nature distincte non seulement de sa culture et de ses institutions, mais également par ses aspirations, sa base industrielle et ses façons de faire.

Espérons que cette différence si chère à nos yeux parce qu'elle nous définit, de même qu'elle structure notre intelligence et notre sensibilité au monde, puisse un jour être consacrée par une quelconque tournure «légale», et ce, sans sacrifier le bien-fondé moral de notre affirmation comme seul peuple français d'Amérique minoritaire sur ce continent.

Louis Fortier  
Montréal, le 12 avril 2013

## Le marketing supérieur de Denis Coderre

Denis Coderre innove dans sa manière de se faire connaître comme candidat. Au lieu de parler de projets sensés ou spéciaux qui risquent de ne pas être remarqués tellement ils sont communs dans les campagnes électorales, il met tout l'accent sur lui-même, une méthode qui a ses avantages. On en déduit certaines choses. Le premier point est qu'il est un politicien populaire connu et reconnu pour sa longue expérience. Sa compétence essentielle est de pouvoir dire clairement ce qu'il pense et d'en imposer à ceux qui sont moins décidés que lui. Et ce sera sans doute sa marque de commerce: être un défenseur efficace de Montréal qui pourra en imposer au gouvernement.

Des autres candidats on ne peut en déduire autant: ils seront transparents et éthiques? Mais tout le monde va l'être!

Louise Harel sera capable de diriger la ville au jour le jour? Une platitude! Elle est très démocrate? Mais on ne le voit pas! Elle veut modifier la gouvernance de Montréal? Mais a-t-elle l'envergure pour le faire? Et Richard Bergeron est un urbaniste bien structuré pro-tramway et anti-auto? Mais être vert est-il vraiment suffisant pour une grande métropole? Du candidat Labrecque on ne sait presque rien. En somme, Denis Coderre semble tout simplement encore le plus prometteur du point de vue personnel dans le contexte.

Michel Magnant  
Le 10 avril 2013

## Médias sociaux: on veut savoir qui publie quoi

De plus en plus, avec l'avènement des médias sociaux, il est très facile de «publier nationalement, mondialement» des informations de toutes sortes: culture, sport... intimidation, menaces, harcèlement, «viol en direct»... Tout cela en conduisant l'auto ou pas. Récemment, dans un cas de clavardage au volant, nous apprenions qu'une compagnie de télécom conservait tous les messages envoyés sur son réseau. Pas chanceux, l'accusé utilisait le réseau de cette compagnie: il a été condamné sur cette base. Le simple fait de savoir que nos «publications électroniques» sont conservées va fortement inciter à la prudence, à la réserve, à la réflexion... avant de «publier».

Bien entendu, ceux qui s'opposent aux «photos radars pour excès de vitesse» s'opposent aussi à ce que leurs «clavardages» soient conservés. [...]

Pierre Drolet  
Newville, le 12 avril 2013

## LIBRE OPINION

## Le F35: de plus en plus futile

MICHEL FORTIER

Ingénieur

Avec l'arrivée du printemps, Lockheed Martin entreprend une campagne de publicité au Canada pour faire la promotion de son F35 auprès des médias et de la population. Cette campagne survient pendant que le gouvernement Harper serait en train de réexaminer ses options pour le remplacement des CF18 dans un contexte de restrictions budgétaires.

On se souviendra que ce même gouvernement s'était engagé à acheter soixante-cinq F35 avant d'être reporté au pouvoir. Le premier ministre Harper et son ministre de la défense justifiaient alors cet achat controversé avec les arguments suivants: les CF18 auront bientôt atteint la fin de leur vie utile et doivent être remplacés, le contrat d'achat a été octroyé à Lockheed Martin à la suite d'une compétition d'où le F35 est sorti gagnant et le F35 est le meilleur appareil pour remplir les besoins des forces de l'air canadiennes.

Les premiers CF18 ayant été mis en service en 1984 auront 30 ans l'année prochaine. On peut donc comprendre qu'ils soient fatigués et qu'une compétition s'impose à la suite d'un appel d'offres pour leur succession. Toutefois, il s'est avéré que le F35 avait été choisi sans compéti-

tion et qu'il n'y avait pas de contrat d'achat. Ce que nous savions déjà avant les élections. Après celles-ci, Kevin Page (le directeur du budget) nous confirmait les dires du vérificateur général sur les explosions des coûts. Ceux-ci n'étant pas de l'ordre de 20 milliards dollars comme l'affirmait le premier ministre, mais bien de plus de 40 milliards dollars. On estime maintenant les coûts à près de 65 milliards de dollars. Malgré leurs mensonges et leur incompétence, les conservateurs furent malheureusement réélus avec une majorité. Heureusement, à la suite des témoignages de Page, du vérificateur général, des journalistes d'enquête et des pressions de l'opposition, le gouvernement effectua une volte-face et confia au ministère des Travaux publics la tâche de reprendre les devoirs du ministère de la Défense.

Cela étant, la question de savoir si, au-delà des coûts, le F35 est un bon choix pour le Canada ne doit pas être oubliée. Pour y répondre, on doit prendre en considération les rôles assignés aux forces de l'air et la capacité de cet avion à remplir les missions qui en découlent. Ces rôles, tels qu'ils sont énoncés par le gouvernement, dans l'ordre de leurs priorités, se résument principalement au contrôle de l'espace aérien au-dessus du territoire canadien pour maintenir sa sou-

veraineté, l'aide à la défense du continent nord-américain dans le cadre du NORAD et l'aide aux opérations de l'OTAN. Les missions reliées aux deux premiers rôles sont de type air-air et, pour le troisième, de type air-sol. Le F35, ayant été conçu pour détruire des cibles terrestres hors de la portée de leurs défenses, n'est donc pas un bon candidat pour les missions air-air. Ses performances (taux de montée, rayon d'action, agilité) ne sont pas à la hauteur des exigences de ces missions. Quant au troisième rôle, à moins que l'OTAN décide d'attaquer l'Iran ou la Corée du Nord, on voit mal le F35 dans une mission de soutien aux forces terrestres. Une mission qui demande une bonne capacité d'endurance qui manque au F35.

En conclusion, nous pouvons affirmer que le F35 n'est pas le bon choix pour le Canada. Nous pouvons aussi demander au gouvernement conservateur s'il aura encore le culot de nous refiler une facture de 65 milliards de dollars, après ses restrictions dans les programmes d'assurance emploi, ses compressions budgétaires en recherche scientifique et son retrait de la convention de l'ONU sur la lutte contre la désertification. Nous pouvons aussi espérer que la population ne sera pas dupe de la campagne de poudre aux yeux de Lockheed Martin.

## IDÉES

## Non, la Ville de Montréal n'est pas paralysée

RÉAL MÉNARD

Maire de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve  
Membre du comité exécutif  
(Responsable du transport)

Depuis novembre 2012, la Ville de Montréal est dirigée par une administration de coalition. Ce phénomène n'est pas banal. En proposant une administration de coalition, le maire, Michael Applebaum, a accepté de partager le pouvoir et d'insuffler un vent de transparence aux mécanismes de prises de décision en rendant les travaux du comité exécutif publics.

L'administration de coalition implique que tous les partis représentés au conseil municipal aient des représentants à l'exécutif, ainsi que les élus qui siègent à titre d'indépendants. Par cette réforme, le maire a transformé la dialectique partisane qui prévalait pour favoriser une dynamique fondée sur la délibération et le compromis.

Il faut être reconnaissant à Louise Harel et à Richard Bergeron, qui ont accepté de donner à la fonction d'opposition un caractère moins traditionnel, qui consiste moins à critiquer l'administration en place qu'à assumer des responsabilités de gestion et à proposer des politiques alternatives.

Or, voilà que, dans certains milieux, il est de bon ton de laisser à penser que Montréal est paralysée, qu'aucune décision n'est prise et que s'est abattu sur la métropole un voile d'inertie par lequel les forces de l'immobilisme et du *statu quo* règnent en maîtres.

Ils sont nombreux ces chroniqueurs, analystes, voire même des élus à l'Assemblée nationale tels que François Legault et François Bonnardel, à utiliser un ton larmoyant-dépressif lorsqu'il s'agit de parler de Montréal.

## Travail considérable

Depuis quatre mois, l'administration de coalition a accompli un travail considérable. Qu'il me soit permis de donner quelques exemples :

Dans le secteur culturel, le Quartier des spectacles, avec ses quarante festivals, ses trente salles de spectacles et ses cinq millions de festivaliers, a bénéficié d'investissements considérables votés par le conseil municipal, et ce, tant au chapitre du développement urbain que du soutien aux festivals ;

Nous avons adopté une politique sur les ateliers d'artistes qui permettra de conserver des espaces de création et de production à coût raisonnable dans les quartiers centraux, confirmant Montréal comme Ville de créateurs ; Au chapitre de l'urbanisme, de l'habitation et du développement durable, la coalition a agi au nom du bien collectif ;

Un règlement d'emprunt de 170 millions a été adopté par le conseil municipal permettant



Les scandales qui ont secoué l'Hôtel de Ville ont amené les élus à mettre en place une administration de coalition.

GRAHAM HUGHES LA PRESSE CANADIENNE

de réaliser la construction des centres de traitement des matières organiques et un centre pilote de prétraitement pour gérer nos déchets de manière durable et responsable ;

La Ville de Montréal et le gouvernement du Québec sont en voie de s'entendre quant à une version améliorée du programme ClimatSol, dont la métropole a un urgent besoin compte tenu de la présence de terrains contaminés issus de son passé industriel ;

Pour maintenir les familles à Montréal, les subventions à l'accès à la propriété ont été majorées pour tenir compte de l'évolution à la hausse du marché immobilier montréalais et nous avons relancé le programme d'aide financière de stabilisation des fondations résidentielles ;

Aussi, la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec ont signé une entente sur le développement économique local et le soutien à l'entrepreneuriat, par laquelle 15,6 millions de dollars seront versés à la métropole, de 2013 à 2015, pour soutenir les conseils locaux de développement (CLD) et les corporations de développement économique communautaire (CDEC) ;

Finalement, alors que cela était réclamé depuis des mois par plusieurs élus, la Société du Havre de Montréal a été abolie et la coalition a transféré ses responsabilités, notamment le réaménagement de l'autoroute Bonaventure, aux services municipaux, ramenant du même coup l'expertise au sein de l'administration publique.

En ce qui a trait aux transports, l'administration de coalition et le gouvernement Marois se sont entendus sur l'établissement de quelques priorités, dont le système rapide par bus (SRB) Pie-IX, le prolongement du métro dans l'axe de la ligne bleue, le train de l'est ainsi que l'ouverture du boulevard de l'Assomption dans l'est de Montréal ;

Rappelons également que la phase III du réseau BIXI permettra d'acquérir 50 nouvelles stations et de desservir de nouveaux secteurs ;

Au regard de l'éthique, de la gouvernance et de l'intégrité, le maire de l'administration de coalition, Michael Applebaum, en a fait une priorité. C'est dans ce contexte que l'Escouade de protection de l'intégrité municipale (EPIM) a été créée et que le mandat de récupérer plus d'un million de dollars auprès de trois anciens employés de la Ville de Montréal qui ont commis des gestes frauduleux a été confié au Service des affaires juridiques ;

Dans le domaine des sports, une demande du milieu qui remonte à plus de vingt ans a reçu notre aval, et nous pourrions procéder à l'appel d'offres public pour la construction d'un centre de soccer municipal au Complexe environnemental de Saint-Michel ;

Nous avons également réservé 42 millions de dollars pour améliorer l'état des parcs, des bâtiments et des installations aquatiques et sportives, pour les années 2013 à 2015 ;

Plus récemment, le comité exécutif a donné son appui à la Stratégie jeunesse municipale 2013-2017, qui définit les orientations prioritaires à l'égard des jeunes de 12 à 30 ans ;

Finalement, à la fin du mois de mars, Montréal s'est vu confirmer par Sports Québec qu'elle sera l'hôte des Jeux de Québec en 2016, année de la commémoration du 40<sup>e</sup> anniversaire des Jeux olympiques de 1976. La tenue de ces jeux générera des retombées économiques de 49 millions de dollars pour Montréal.

## Présent et avenir

Ces quelques éléments de bilan suffisent, je l'espère, à nuancer le regard qu'il nous faut porter sur l'administration de la Ville de Montréal. Il ne s'agit pas de nier d'aucune façon que Montréal soit blessée dans sa culture éthique et dans son tissu démocratique. Le drame de notre ville est que la lourdeur de son passé risque d'occulter le dynamisme de son présent et de son avenir.

Il y a fort à parier que c'est parce que la Ville de Montréal a une administration de coalition, dirigée par Michael Applebaum, qu'elle a évité la mise en tutelle par le gouvernement du Québec. Il me reste à souhaiter que le modèle de gouvernance voulant que plusieurs partis politiques se partagent le pouvoir avec comme seul objectif l'intérêt supérieur des Montréalaises et des Montréalais survive à l'élection de novembre prochain.

## L'éducation à l'ère des « produits cognitifs »

GUILLAUME ASSELIN

On assiste, depuis ces dernières années, à une véritable levée de boucliers contre ce qu'il est désormais convenu d'appeler la « marchandisation du savoir ». On ne compte plus les publications dénonçant cette capture capitaliste des institutions d'enseignement transformées en agences de recherche et de développement publiques au service des entreprises privées, qu'elles sont chargées d'alimenter en « capital humain » afin de répondre aux besoins et aux pressions du marché. Fruit de dix ans de travaux et de réflexions collectifs conduits dans le cadre de séminaires et de recherches ayant déjà donné lieu à plusieurs publications connexes dont il dresse une manière de bilan (*Le nouvel ordre éducatif mondial, 2002; L'école n'est pas une entreprise. Le néolibéralisme à l'assaut de l'enseignement public, 2003*), ce « petit livre de combat » s'inscrit dans le sillage de la sociologie critique des années 1970, dont il revendique l'héritage marxiste en l'actualisant et en l'adaptant au contexte socio-économique contemporain. Le titre lui-même renvoie à *L'école capitaliste en France* (1971) de Christian Baudelot et Roger Establet qui y analysaient, dans le sillage du livre phare de Bourdieu et J.-C. Passeron

(La reproduction. *Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, 1970), les mécanismes suivant lesquels une institution à vocation universelle censée former les subjectivités à l'exercice de l'esprit critique s'avérait souvent, en pratique, un outil de reproduction sociale au service des classes et des milieux favorisés. Cependant, l'école, par une sorte de « ruse de la raison scolaire », réussissait tout de même à préserver son autonomie à l'égard des lois du marché et de l'économie. C'est cette autonomie qui est aujourd'hui sérieusement menacée par l'impérialisme néolibéral qui ne fait plus pression sur l'institution de l'extérieur, mais la phagocyte pour désormais la déterminer de l'intérieur, au niveau même de ses structures organisationnelles et de l'orientation donnée à ses programmes.

## Le tournant managérial

Cette mutation du monde et de la philosophie de l'éducation trouve sa source dans l'avènement de « l'État managérial » (*corporate state*) chargé par la droite néolibérale de détrôner, dès les années 1980, l'État providence accusé de tous les maux. À l'idéal républicain et social-démocrate jugé obsolète et passéiste au regard des nouvelles réalités économiques et des défis suscités par la mondialisation, on substitue le culte de la performance et de l'effica-

## DES IDÉES EN REVUES

Chaque mardi, *Le Devoir* offre un espace aux artisans d'une revue d'idées afin qu'ils présentent leur perspective sur un sujet qui les préoccupe ou dont ils traitent dans les pages du dernier numéro de leur publication. Cette semaine, un extrait d'une recension de *La nouvelle école capitaliste*, Sous la direction de Christian Laval (La Découverte), publiée dans le dernier numéro de *Spirale*.

cité censé permettre enfin l'entrée dans l'ère de l'innovation et des savoirs d'avenir. Ce démantèlement de l'État social et éducateur ne se limite pas à un simple retrait ou à un simple rétrécissement de son champ d'action, dont il concéderait une part de plus en plus importante au secteur privé. Les institutions restées publiques sont elles-mêmes restructurées sur le modèle de l'entreprise, qui impose sa norme, son vocabulaire et ses outils gestionnaires à l'ensemble des services gouvernementaux [...]. C'est cela, le néolibéralisme : « cette logique générale qui impose partout, même dans les sphères a priori les plus éloignées du cœur de l'accumulation du capital, un même système normatif de



conduite et de pensée ». « L'économie de la connaissance », comme le dit bien son nom, tend de plus en plus à faire l'économie de la connaissance et de la formation générale au profit du développement et de la promotion de « compétences clés » (*key competences*) directement applicables et monnayables sur le marché du travail. Ce qui pourrait n'apparaître que comme un banal glissement sémantique (la substitution des « compétences » aux anciens « savoirs ») recouvre en réalité une véritable professionnalisation du cursus scolaire, où la recherche fondamentale se voit dévaluée au profit de la recherche appliquée. Les savoirs se voient ainsi assimilés à des « produits cognitifs » — des

biens de consommation comme les autres — qu'il s'agit de vendre sur le « marché des idées » livré à la logique d'une concurrence mondiale généralisée sommant l'école de se rendre économiquement utile et rentable.

## Diabolisation de l'autre

La plus grande force de ce livre est sans nul doute d'éviter le piège de la diabolisation de l'autre dans laquelle se complait trop souvent une certaine gauche plus radicale et moins nuancée. Les auteurs indiquent d'emblée leur intention de rompre avec ce manichéisme simpliste voulant qu'il faille « sanctuariser » l'école publique contre une marchandisation qui viendrait l'agresser de l'extérieur : « L'école n'est pas la "victime" passive des méchants capitalistes qui l'encerclent et veulent l'envahir ». Tous les acteurs de la scène sociale et éducative (les responsables politiques, la haute administration, les groupes professionnels, les parents d'élèves, les professeurs, les étudiants) sont partie prenante de cette dynamique et sont responsables de la mutation en cours. Il s'agit, pour tous, de savoir comment organiser une résistance efficace [...].

Il ne s'agit, au final, ni de verser dans le fatalisme, ni dans la nostalgie. Mais s'il n'y a jamais eu d'âge d'or de l'école, la mutation managériale en cours mine sérieuse-

ment le fondement même de ce qui a, au fil de son histoire, assuré la force symbolique de l'institution scolaire et universitaire en tant que foyer de culture et de civilisation : son autonomie et son indépendance à l'égard des pouvoirs tant religieux que politiques et économiques, seules garantes du libre exercice de la pensée critique sans laquelle le citoyen n'est qu'un pion à la merci des sophismes chiffrés du discours dominant, ce « newspeak » (A. Giroux) tablant sur le même éternel cortège de métaphores revampées du vieux taylorisme (compétitivité, excellence, performance, etc.). Contre ce capitalisme sauvage qui aplatit l'humain sous le rouleau compresseur du New Public Management et les mécanismes aveugles et incontrôlés d'un marché élevé au rang de toute-puissante entité, les auteurs invitent à renouer avec l'idéal démocratique, c'est-à-dire avec cette « capacité collective de définir un destin commun » plutôt que de se le laisser dicter par les zélotes de l'industrie et de l'économie.

S'il est un idéal qui vaille la peine d'être défendu, c'est bien celui-là. Et il ne tient bien évidemment qu'à nous qu'il ne soit pas relégué au rang des utopies.

Des commentaires ?  
Des idées pour Les Idées  
en revues ? Écrivez à  
arobitaille@ledevoir.com

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Antoine Robitaille (éditorialiste, responsable de la page Idées), Jacques Nadeau (photographe), Michel Garneau (cartooniste), information générale : Marie-Andrée Chouinard (chef de division), Dominique Reny (adjointe au directeur de l'information), Caroline Montpetit (affaires sociales), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shields (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (société) et Jean Dion (sports) ; information politique : Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Robert Dufresne et Jessica Nadeau (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau et Brian Myles (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter) ; information culturelle : Louise-Maude Rioux Soucy (chef de division), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon et Isabelle Paré (reporters), Julie Carpentier (pupitre) ; information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Marco Bélair Cirino, François Desjardins et Éric Desrosiers (reporters), Gérard Dallaire (pupitre) ; information internationale : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives) ; section art de vivre : Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs), Émilie Folie-Boivin et Louis Gagné (pupitre) ; Benoît Mungler et Philippe Papiérou (pupitre), Sophie Charrier, Karl Rettino Parozelli et Geneviève Tremblay (assistants) ; correction : Andréanne Bédard, Christine Dumazet et Michèle Malesfant ; soutien à la rédaction : Anélie Gaudreau (secrétaire), Florence Ferraris (commis). DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bhérrer (Ottawa), Dave Noël (Québec). PUBLICITÉ Céline Benoit, Claire Breton, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Evelyne De Varennes, Amel Elimam, Amélie Maltais, Claire Paquet, Catherine Pelletier, Chantal Rainville, Nadia Sebâ, Ousmane C. Touré (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Elise Girard (secrétaire). PRODUCTION Christian Goulet (directeur), Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Caroline Guimond, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur web), Hansel Matthews (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Jean-Robert Divers (responsable de la promotion), Maxim-Olivier Leclerc (responsable du service à la clientèle), Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois, Isabelle Sanchez. ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Moïse Bastien, Claudine Chevrier, Céline Furoy, Ghislaine Lafleur et Véronique Page.

## ACTUALITÉS

## TERREUR

SUITE DE LA PAGE 1

promis que les auteurs du carnage devraient « rendre des comptes ».

« Nous n'avons pas encore toutes les réponses. Nous ne savons pas encore qui a fait ça, ou pour quoi », a-t-il déclaré. « Mais nous trouverons, et ceux qui sont responsables, individus ou groupes, sentiront tout le poids de la justice », a-t-il ajouté.

Un haut responsable de la Maison-Blanche, parlant sous couvert d'anonymat, a évoqué un « acte terroriste ». « N'importe quel événement avec plusieurs engins explosifs — comme il semble que ce soit le cas — est clairement un acte terroriste », a-t-il déclaré. « Mais nous ne savons pas qui l'a commis, et une enquête exhaustive devra déterminer si cela a été préparé et commis par un groupe terroriste, étranger ou pas ». Quelque 23 000 coureurs, dont plus de 2000 Canadiens, ont participé au marathon, l'un des plus anciens et prestigieux au monde. La course a lieu le jour des Patriotes, qui commémore les premières batailles de la révolution américaine à Concord et Lexington en 1775.

Le commissaire de la police de Boston, Edward Davis, a demandé aux gens de rester à l'intérieur et d'éviter les foules alors que des escouades s'affairaient à vérifier tous les sacs et objets abandonnés le long du parcours du marathon.

Il a affirmé que les enquêteurs ne savaient pas si les bombes avaient été dissimulées dans des boîtes aux lettres ou des poubelles et que les autorités n'avaient pas reçu de renseignements concernant une possible attaque avant l'événement.

L'administration de l'aviation fédérale américaine a suspendu les vols à basse altitude dans un périmètre de sécurité autour du site des deux explosions.

Barack Obama a été informé de la situation par sa conseillère à la sécurité nationale, Lisa Monaco. Il a assuré au maire de Boston, Tom Menino, et au gouverneur du Massachusetts,



DAVID L. RYAN ASSOCIATED PRESS

La première explosion s'est produite tout près du fil d'arrivée; la seconde (notre photo) a eu lieu un peu plus loin.

Deval Patrick, que son administration leur fourniraient tout le soutien dont ils avaient besoin.

« Soyez sûrs que nous ferons la lumière sur cette affaire », a déclaré M. Obama.

A quelques kilomètres de la ligne d'arrivée du marathon et presque à la même heure, un feu a éclaté au musée John F. Kennedy. Le commissaire Davis a affirmé que l'incendie était peut-être d'origine criminelle, mais qu'il ne semblait pas être lié aux deux explosions.

Lors de l'incident, quelque 17 000 coureurs avaient terminé la course, mais des milliers d'autres étaient toujours sur le parcours. Les policiers se sont frayé un chemin entre les participants qui poursuivaient le marathon afin de porter secours aux blessés.

La ligne d'arrivée du marathon de Boston ressemble à un goulot d'étranglement, selon Jeanne-Evelyn Turgeon, qui faisait partie des 355 Québécois qui s'étaient inscrits à la course annuelle. « C'est le moment de la journée où il y

avait le plus de monde amassé au même moment au même endroit », relate-t-elle, en entrevue téléphonique avec *Le Devoir*.

Elle se trouvait à plusieurs centaines de mètres lorsque les explosions se sont produites, mais sa fille n'était pas loin de la ligne d'arrivée. « Nous, on devait aller récupérer notre fille qui était là-bas avec nos autres amis, on disait qu'il fallait aller récupérer tout le monde avant de partir de là. » Il lui a cependant fallu de longues minutes, avant de pouvoir rejoindre ses proches, qui s'en sont tirés sains et saufs. Dans les grandes villes américaines, les services de sécurité sont sur le qui-vive. Les services de police de New York et de Los Angeles ont annoncé lundi qu'ils avaient renforcé la sécurité aux abords des hôtels et d'autres lieux importants de la ville à la suite des explosions survenues à Boston.

Avec l'Agence France-Presse  
*Le Devoir*

## CREPUQ

SUITE DE LA PAGE 1

uniformes, ce qui limite, sur le plan stratégique, le potentiel de développement de certaines institutions.»

A ce stade-ci, l'Université Laval se sent plus près des enjeux défendus par une association comme le groupe U-15, qui représente 15 des grandes universités de recherche au Canada. « On a des enjeux de recherche et internationaux qui nous sont très importants », a indiqué au *Devoir* Eric Baucé, vice-recteur exécutif et au développement de l'Ulaval. « Quand on va s'asseoir et jaser pour déterminer une prise de position des universités qui ont une faculté de médecine, on va pouvoir plus facilement faire ressortir le message que si ça prend un consensus au sein de la CREPUQ, y compris avec des universités qui n'ont pas de facultés de médecine. »

## Une journée de réflexion

Le conflit étudiant a éprouvé les recteurs, a reconnu Luce Samoisette, rectrice de l'Université de Sherbrooke et présidente de la CREPUQ. « La dernière n'a pas été facile pour les universités », a-t-elle soutenu. Elle prétend que la nouvelle a été accueillie de façon respectueuse par tous les membres et refuse de croire à un effet d'entraînement. « Il y a une insatisfaction et c'est la sienne et il en a fait part aux collègues. C'est tout. »

Certains dossiers sont « difficiles », convient-elle. « C'est clair que pour le financement, avec des universités à charte et le réseau UQ, on ne s'entendra pas, les réalités sont trop différentes. C'est pour ça que le ministère doit trancher », a-t-elle admis. « De l'autre côté, sur la gouvernance, ça va être beaucoup moins problématique de s'entendre ». Certains recteurs n'avaient pas apprécié le fait que le réseau UQ ait une tribune dans le cadre des différentes rencontres du Sommet sur l'enseignement supérieur, en plus de celle des recteurs de la CREPUQ, a confirmé au *Devoir* une source du milieu de l'enseignement supérieur. Ils l'avaient pris comme du favoritisme de la part du gouvernement.

La CREPUQ ne se met toutefois pas complètement la tête dans le sable et s'est donné le mandat de tenir une journée de réflexion pour redéfinir sa mission et son mandat d'ici le début des vacances d'été. « Il y en avait déjà eu, il y a quatre ou cinq ans avant que j'arrive, et ça avait entraîné des changements dans la composition du CA, par exemple. C'est normal d'avoir ce genre de réunion. Surtout après l'année qu'on a eue, a dit M<sup>me</sup> Samoisette. Mais je n'ai eu aucune menace de partir avant qu'on pense à tenir cette journée de réflexion. »

Le recteur Brière n'a toutefois pas attendu cette journée de réflexion avant d'annoncer son départ. Il s'est toutefois offert pour y participer. M<sup>me</sup> Samoisette ne perd pas espoir que l'Université Laval réintègre finalement les rangs de la CREPUQ, si des changements sont apportés. « C'est déjà arrivé par le passé », note-t-elle. Pour l'heure, M. Brière paiera encore pour six mois de cotisation et continuera de bénéficier des services offerts par l'organisation, comme le service d'information et de données et la bibliothèque.

Selon Eric Baucé, l'Université Laval défendra désormais ses propres positions, mais demeurera en interaction avec les autres universités. « On peut facilement travailler avec nos collègues des autres universités sans être sur la même plateforme, a-t-il dit. On n'est jamais aussi bien servi que par soi-même. »

*Le Devoir**Le Devoir*

## PERVERSION

SUITE DE LA PAGE 1

pour amasser des fonds pour la Fondation canadienne du foie. La moustache est celle que le chef libéral se fait pousser pendant le « movember », ce mouvement annuel de sensibilisation à l'importance du dépistage du cancer de la prostate, la maladie dont son père est décédé.

La Fondation canadienne du foie a été prompte à réagir. « La Fondation croit que M. Trudeau devrait être applaudi pour son engagement envers un important enjeu de santé qui affecte près de 3,4 millions de Canadiens », indique le communiqué de presse. M. Trudeau avait aussi offert aux enchères un souper avec lui vendu 1900\$. L'événement avait permis d'amasser 128 000\$. Radio-Canada rapporte même que l'épouse du premier ministre, Laureen Harper, avait assisté à l'édition annuelle précédente de l'effeuillage.

Le principal intéressé estime que le geste du Parti conservateur se retournera contre les troupes de Stephen Harper. « L'idée qu'ils sont en train d'attaquer quelqu'un qui a fait un geste pour aller chercher des fonds pour la charité [une œuvre de bienfaisance] démontre, je trouve, un peu un manque de jugement de leur part. » Le porte-parole du Parti conservateur, Fred DeLorey, ne voit pas en quoi ces bémols changent quoi que ce soit. « Nous croyons que l'empressement de Justin Trudeau à effectuer un strip-tease, quels qu'en soient le lieu ou l'objectif

putatif, est révélateur de son jugement. »

Quant à la citation, elle est tirée d'une entrevue accordée au réseau CTV dans le cadre d'un documentaire sur le rapport de son père Pierre Elliott avec les séparatistes québécois. Justin Trudeau explique alors : « Sa philosophie qu'il a voulu nous transmettre est que les Québécois sont meilleurs que le reste du Canada parce que nous sommes davantage bilingues, biculturels et à l'affût du reste [du monde]. Il y a une richesse. Alors, pourquoi aurions-nous besoin d'une protection spéciale, d'une entente spéciale ou de prestations spéciales pour nous protéger ? »

La seconde publicité place en parallèle l'expérience comme premier ministre de Stephen Harper et le curriculum vitae de Justin Trudeau, avec l'effeuillage pour toile de fond. Justin Trudeau n'a été « que » moniteur de camp, instructeur de rafting et professeur de théâtre, dit la voix remplie de dédain en prononçant le mot « théâtre ». « Je suis très fier d'avoir été professeur, surtout de français et de mathématiques, a rétorqué M. Trudeau. Mais oui, j'ai enseigné le théâtre et d'autres choses. L'approche des conservateurs de penser qu'ils peuvent attaquer les enseignants parce qu'ils ne font QUE de l'enseignement va, je pense, rebondir sur eux. »

Signe que les attaques étaient prêtes depuis longtemps, les noms de domaine justinoverhead et justinpasalahauteur ont été achetés par le PC le 22 mars et 1<sup>er</sup> avril derniers, respectivement. Le Parti conservateur refuse de dire si les publicités seront diffusées sur les ondes commerciales et combien elles coûteront.

M. Trudeau a indiqué que le PLC répondrait sous peu avec ses propres publicités positives. Il croit que « les Canadiens sont fatigués de cette intimidation et de ce cynisme », même s'il est conscient d'avoir offert à ses adversaires beaucoup de matériel au cours de sa vie. « On me place un micro sous le nez depuis que j'ai cinq ou six ans ! » Il entend modifier la composition de son cabinet fantôme à l'automne seulement.

## Baptême parlementaire

Pour sa première période de questions à titre de chef, Justin Trudeau a par ailleurs choisi de questionner le gouvernement sur sa décision de hausser les tarifs douaniers, contenue dans le dernier budget. Cette hausse rapportera 333 millions par année de plus dans les coffres d'Ottawa, une hausse de taxes qui s'appliquera à une multitude de biens de consommation et que le gouvernement s'est bien gardé de mettre en lumière.

« Le gouvernement ne comprend-il pas que d'augmenter le prix de centaines de produits de base représente un fardeau onéreux pour les Canadiens qui souffrent ? », a-t-il lancé en français et de manière un peu rigide. Il a dû se reprendre à deux reprises, le brouhaha l'ayant interrompu. Gentleman, M. Harper a d'abord répondu : « Je voudrais commencer par féliciter le nouveau chef du PLC pour son élection. » Il a ensuite soutenu que son gouvernement avait depuis 2006 « réduit les tarifs douaniers canadiens de plus d'un demi-milliard de dollars par année. »

*Le Devoir*

## DISNEY

SUITE DE LA PAGE 1

Nous sommes ici dans une logique industrielle et commerciale qui exclut, disons, tout préjugé favorable à l'égard d'une technique jugée « ancienne ». Le long métrage d'animation hollywoodien est entièrement dominé par l'animation par ordinateur 3D stéréoscopique », explique Marco De Blois, programmeur-conservateur en cinéma d'animation à la Cinémathèque québécoise.

Aux célèbres studios de Burbank, en Californie, on évoque le manque de rentabilité du service, dont les deux dernières productions, *La princesse et la grenouille* et *Winnie l'ourson*, ont coûté plus cher à produire et à promouvoir que ce qu'elles ont rapporté. A titre d'exemple, le budget de *Winnie l'ourson* s'élevait à 30 millions de dollars, sans compter la campagne publicitaire mondiale, alors que ses recettes n'ont pas dépassé 33 millions.

## Une opération préméditée

Avant même ces échecs successifs, plusieurs observateurs estimaient que le service d'animation traditionnelle était maintenu sous respirateur artificiel, un privilège consenti entre autres parce que John Lasseter, le directeur artistique de Pixar et de Disney, y demeurait attaché. Or, si l'on en croit un courriel anonyme d'un employé publié dès octobre sur le site de la Guilde des animateurs, cet amour n'a pas survécu aux impératifs économiques.

« Nous développons une variété de projets à mon-

trer à John Lasseter. C'est un processus compliqué. Nous les présentons à un groupe de développement, ils nous disent ceux qu'ils aiment, puis ils nous demandent de préparer trois présentations supplémentaires par projets, parce que John aime qu'on lui montre trois choses. Et quand enfin nous présentons, on nous fait comprendre que les histoires ne sont pas nécessairement destinées à un projet en animation traditionnelle. Quand nous avons abordé la question avec John Lasseter, il s'est débrouillé et a refusé de se prononcer sur la question de l'animation traditionnelle... »

## Jamais deux sans trois ?

Rappelons qu'au cours des années 1980, l'avenir du service d'animation traditionnelle de Disney semblait déjà compromis. Après *Les Aristochats* (1970) et *Bernard et Bianca* (1977), les foules cessèrent de se bousculer au portillon. Par la suite, malgré les succès modestes de films tels *Rox et Rouky* (1981) et *Basil, détective privé* (1986), les longs métrages animés du studio ne bénéficièrent pas de la cote d'amour d'antan au-

près du public qui avait jadis célébré *Blanche-Neige et les sept nains*, *Cendrillon*, ou encore *Bambi* au cours des années 1930, 1940 et 1950. A ce chapitre, *Taram et le chaudron magique*, sorti en 1984, ne généra que 21 millions de dollars sur un budget de 44, un coup très dur.

Puis, à la fin de la décennie, le vent tourna grâce au succès planétaire de *La petite sirène*, en 1989. Dès lors, Disney entra dans un second âge d'or qui vit la parution successive de plusieurs productions parmi les plus payantes du studio, dont *La belle et la bête*, *Pocahontas*, *Aladin*, et *Le roi lion*. A partir du milieu des années 1990 toutefois, les demi-succès (*Tarzan*, *Lilo et Stitch*) et les échecs cuisants (*Atlantide, l'empire perdu*, *Hercule*) revinrent hanter le service d'animation traditionnelle. Bien installé dans le giron de Disney, le studio Pixar amorçait à l'inverse une série de mégasuccès (*Histoire de jouets 1 et 2*, *Une vie de bestioles*, *Trouver Nemo*, etc.) en repoussant les limites des technologies numériques.

Pour peu que le passé soit garant de l'avenir, un troisième âge d'or de l'animation tradi-

tionnelle chez Disney serait-il envisageable ?

« Dans un avenir immédiat, c'est, me semble-t-il, surtout du côté du long métrage indépendant et du court métrage que les techniques artisanales comme le dessin s'émanciperont, estime Marco De Blois. Cela dit, cela n'exclut pas que Disney pourrait avoir recours à des dessinateurs pour un projet spécifique, sans pour autant maintenir un département hand-drawn. [...] Des films européens comme *Ernest et Célestine* et *Couleur de peau: Miel occupent un créneau que délaisse Disney. L'indépendant américain Ralph Bakshi* (Fritz le chat, American Pop) prépare en ce moment un long métrage d'animation dessiné et fait appel à Kickstarter pour y arriver. D'autres indépendants aux États-Unis, comme *Bill Plympton* et *Don Hertzfeldt*, explorent eux aussi la voie de l'animation dessinée en long métrage. »

## Nouvelle direction

Comme l'indiquait *Le Devoir* le 11 avril, Disney entend désormais distribuer davantage de films issus de ses enseignes Marvel, Pixar, Lucasfilm et Dreamworks, et en produire moins sous la sienne propre. Il s'agit là de la clé de voûte de cette grande réorganisation tout juste mise en branle et que le studio poursuivra jusqu'à la fin de 2013. D'autres compressions surviendront.

Outre un modèle d'affaires en mutation en matière de plateformes de distribution et de nouveaux médias, Disney accuse des pertes dans le secteur de la vente de DVD et de Blu-ray de ses productions animées.

*Le Devoir*

## Un palmarès éloquent

En 2008, l'American Film Institute (AFI) avait rendu publique une série de top 10 des meilleures productions américaines issues de tous les grands genres cinématographiques. Le palmarès consacré au cinéma d'animation rend compte de l'importance accordée à plusieurs longs métrages phares de Disney. Sur dix titres retenus, sept ont en effet été réalisés par le service de l'animation traditionnelle du studio. Il s'agit, en ordre décroissant,

de *Cendrillon* (9), *La belle et la bête* (7), *Fantasia* (5), *Le roi lion* (4), *Bambi* (3), *Pinocchio* (2) et *Blanche-Neige et les sept nains* (1). Les autres titres sont *Trouver Nemo* (10), *Shrek* (8) et *Histoire de jouets* (6).

## LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

## La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541  
Par courriel redaction@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-3360

## Publicité

Au téléphone 514 985-3399  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305  
Par télécopieur 514 985-3390

## Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344  
Par courriel avisdev@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-3340

## Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322  
Par télécopieur 514 985-3340

## Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-5967

## Agenda culturel

Au téléphone 514 985-3346  
Par télécopieur 514 985-3390